

Le Conseil des ministres valide de nouvelles stations de dessalement dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen

P.03

Le ministre de l'Intérieur espagnol à Alger : Migration, lutte contre la drogue et sécurité routière au cœur des échanges



P.02

Réformes de la justice, dessalement, Start-ups : Le Président Tebboune donne le ton au Conseil des ministres

P.03



Annaba : Séance de travail consacrée au suivi des projets de développement structurants

P.06



Crise diplomatique :



Le nouveau ministre français de l'Intérieur veut relancer le dialogue avec Alger

P.02

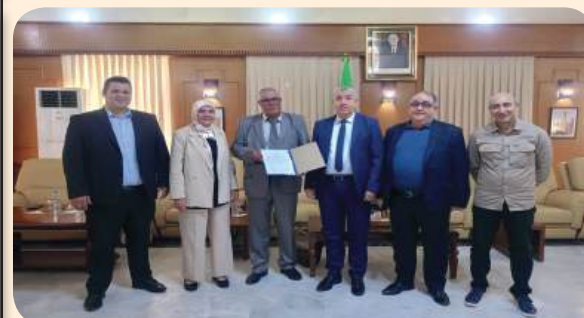
Formation :



La formation professionnelle étoffée par de nouvelles spécialités environnementales

P.04

Annaba :



Cérémonie d'installation du nouveau Directeur de la Programmation et du Suivi du Budget de la wilaya

P.06

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ESPAGNOL À ALGER : La sécurité et l'immigration au cœur des échanges

Une nouvelle étape dans le partenariat stratégique algéro-espagnol a été franchie ce lundi avec la tenue d'une importante réunion bilatérale entre le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et son homologue espagnol, Fernando Grande-Marlaska, à l'hôtel El Aurassi à Alger. Cette rencontre, saluée par les deux parties, vise à consolider la coopération bilatérale, notamment dans le secteur de la sécurité. Selon un communiqué émanant des services du Premier ministère, la délégation algérienne comprenait également le Directeur général de la Sûreté nationale et le Directeur général de la Protection civile,

tandis que la partie espagnole était représentée, entre autres, par le Commissaire général aux Affaires des étrangers et des frontières et le Chef du commandement des frontières et de la police maritime. Migration, lutte contre la drogue et sécurité routière au cœur des échanges La visite du ministre espagnol s'inscrit dans une volonté affirmée de renforcer la coordination entre les deux pays. L'Algérie, considérée comme un partenaire stratégique de l'Espagne dans le bassin méditerranéen, est un acteur clé pour faire face aux défis régionaux. Les discussions ont principalement porté sur la nécessité d'une coordination efficace pour limiter le phénomène de la migration

clandestine et sécuriser les frontières maritimes. La lutte contre le trafic de drogue, la sécurité routière, la gestion des catastrophes et le renforcement de la protection civile figuraient également à l'ordre du jour. Un volet a aussi été consacré à l'acquisition d'une compréhension commune des aspects juridiques et pratiques liés au traitement et à la sécurisation des données personnelles et à la protection de la vie privée. Volonté commune et résultats concrets Dans sa déclaration, Saïd Sayoud a souligné que cette réunion était « une nouvelle opportunité précieuse pour échanger des points de vue et des opinions sur ces menaces

graves, qui nécessitent de notre part une unification des efforts et une action concertée en vue de trouver des solutions durables ». Le ministre a également mis en exergue les résultats probants de la Commission mixte de coopération en matière de sécurité, tenue à Madrid le 13 octobre 2025. Ces travaux avaient notamment abouti à un accord sur l'accélération de l'examen des demandes de commissions rogatoires soumises par le ministère algérien de la Justice, un pas décisif pour la restitution des fonds acquis de manière illégale. De son côté, Fernando Grande-Marlaska a exprimé ses vifs remerciements, saluant « la qualité des relations excellentes entre les deux pays » et « l'efficacité de la



coordination entre les deux secteurs ». Il a réaffirmé que l'Algérie est un « partenaire essentiel et stratégique » pour l'Espagne face aux « défis communs » et a loué « les efforts des autorités algériennes pour atténuer le phénomène de la migration clandestine, respecter les droits de l'homme et lutter contre les réseaux criminels ». Cette rencontre confirme, selon le communiqué, « la volonté commune de l'Algérie et de l'Espagne de renforcer le dialogue politique, la coopération sécuritaire ainsi que la solidarité de l'amitié et du partenariat stratégique algéro-espagnol. »

LUTTE CONTRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE: Le ministre espagnol de l'Intérieur salue les efforts soutenus de l'Algérie

Le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Fernando Grande Marlaska, a salué, lundi, les efforts soutenus de l'Algérie dans la lutte contre la migration irrégulière et les réseaux criminels organisés qui y sont liés, et ce dans le respect total des droits de l'Homme. Dans une allocution prononcée lors des travaux de la réunion bilatérale avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, M. Grande Marlaska a déclaré

que « nos deux pays sont aujourd'hui confrontés à un défi commun, à savoir la pression de la migration irrégulière à travers la mer Méditerranée », soulignant que « l'Etat algérien consent des efforts considérables pour faire face à ce phénomène par tous les moyens possibles, dans le respect total des droits de l'Homme ». « Nous saluons les efforts continus déployés par les autorités algériennes dans la lutte contre la migration irrégulière et nous nous félicitons du

travail des forces de sécurité algériennes pour préserver la vie des migrants clandestins », a-t-il affirmé. Et d'ajouter que « le démantèlement de ces réseaux criminels contribue à sauver des vies qui s'aventurent à travers la mer », d'autant plus que « ces organisations criminelles disposent d'une grande capacité d'adaptation et changent de méthodes et d'itinéraires afin de poursuivre leurs activités dans la traite des êtres humains ». Soulignant que l'Algérie constitue « un

partenaire clé » pour son pays dans divers domaines, le ministre espagnol a relevé que « les deux pays entretiennent des relations diplomatiques solides ». « Nous n'avons d'autres choix que d'oeuvrer ensemble, de renforcer la coordination et d'unir nos efforts et nos capacités afin d'être plus efficaces dans la lutte contre ces réseaux criminels qui ne se limitent pas à la traite des êtres humains, mais exercent également d'autres activités criminelles connexes », a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Grande Marlaska s'est félicité « des réussites enregistrées par les deux pays dans le domaine de la sécurité au sens large », insistant sur la nécessité de « faire face aux situations d'urgence résultant des catastrophes, notamment celles liées au changement climatique, à travers des politiques proactives ». Il a affirmé que cette réunion reflète la « grande confiance » dont font preuve les deux pays face aux différents défis communs.

Début des travaux de la réunion bilatérale algéro-espagnole entre les ministres de l'Intérieur des deux pays

Les travaux de la réunion bilatérale entre le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et son homologue espagnol, M. Fernando Grande Marlaska, ont débuté lundi à Alger. Cette rencontre sera consacrée à l'examen de plusieurs dossiers d'intérêt commun, notamment la sécurité et la protection civile, la sécurité routière, la gestion des catastrophes et autres. Dans son allocution à cette occasion, M. Sayoud a précisé que cette rencontre constitue « une opportunité pour échanger les avis et points de vue sur les différentes menaces qui nécessitent la conjugaison des efforts ». Il a, également, valorisé les résultats des travaux de la Commission sécuritaire mixte algéro-espagnole, tenus à Madrid le 13 octobre courant, et qui ont abouti à un accord sur « l'échange de solutions techniques relatives à la mise en place d'un système efficace de détection des documents falsifiés, développé par la police aux frontières espagnole », outre « l'échange d'expériences et d'expertises en matière de



création de centres de renseignement spécialisés dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes ». M. Sayoud a, en outre, indiqué qu'il a été convenu « d'accélérer l'examen des demandes de la commission rogatoire soumises par le ministère algérien de la Justice concernant la récupération des fonds acquis illégalement ». Il a réaffirmé, dans ce cadre, « la volonté de l'Algérie de renforcer les liens de coopération et de partenariat avec l'Espagne, en vue de réaliser les aspirations communes des deux pays ».

CRISE DIPLOMATIQUE : Le nouveau MI, Laurent Nuñez, veut relancer le dialogue avec Alger

Le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a affiché ce dimanche 19 octobre un ton d'ouverture envers l'Algérie, tout en posant les limites du moment. Interrogé sur les relations franco-algériennes dans un contexte de crise diplomatique persistante, il a reconnu sur les ondes de France Inter qu'« un mouvement » devait s'opérer entre Paris et Alger, mais que la révision de l'accord de 1968 n'était pas envisagée pour l'instant. Relations France-Algérie : vers un dégel prudent sur fond de crise migratoire Depuis plus d'un an, les relations entre les deux capitales sont tendues. La France reproche à l'Algérie de refuser de reprendre ses ressortissants en situation irrégulière, visés par des obligations de quitter le territoire français (OQTF). Ce blocage a entraîné la suspension de la coopération sécuritaire et l'arrêt des échanges d'informations entre les deux ministères de l'Intérieur, ce que Laurent Nuñez juge « problématique, voire très problématique ». Le ministre a indiqué vouloir rouvrir le dialogue sur les questions de sécurité et de migration, estimant qu'un rapprochement progressif était nécessaire. « Il faut que les discussions reprennent avec nos partenaires algériens », a-t-il déclaré, précisant qu'il n'avait pas encore échangé directement avec son homologue algérien.

Laurent Nuñez veut relancer le dialogue avec Alger, mais écarte toute révision de l'accord de 1968. Laurent Nuñez a également souligné que 40 % des migrants placés en centre de rétention administrative en France sont de nationalité algérienne, plaidant pour la reprise rapide de la délivrance des laissez-passer consulaires, indispensables aux expulsions. Interrogé sur un rapport parlementaire publié le 15 octobre, qui recommande de revoir les avantages accordés aux Algériens dans le cadre de l'accord de 1968, Nuñez a botté en touche. « L'accord existe et fonctionne, peut-être pas parfaitement, mais il n'est pas question de le remettre en cause aujourd'hui », a-t-il insisté. Le document, signé par deux députés de la majorité présidentielle, Mathieu Lefèvre et Charles Rodwell, propose de mettre fin au régime spécial accordé aux ressortissants algériens, notamment en matière de séjour, de travail et de protection sociale. Cette prise de position prudente contraste avec la fermeté de l'ancien ministre Bruno Retailleau, qui avait plusieurs fois évoqué la nécessité d'une renégociation. Avec près de 650 000 ressortissants algériens vivant en France, dont plus de 33 000 interpellés pour séjour irrégulier en 2024, le dossier migratoire reste au cœur d'un équilibre diplomatique délicat entre Paris et Alger.

 Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	--	--	---	---

Réformes de la justice, dessalement, Start-ups : Le Président Tebboune donne le ton au Conseil des ministres

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé ce dimanche 19 octobre une réunion du Conseil des ministres consacrée à des dossiers d'importance stratégique. Trois thèmes principaux ont dominé les échanges : la réforme de la magistrature, la gestion durable de l'eau et le soutien à l'innovation africaine.

Réforme du statut des magistrats

Le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi organique portant statut des magistrats, concrétisant ainsi un engagement du chef de



l'État pris lors de l'ouverture de l'année judiciaire 2025-2026. Le président Tebboune a insisté sur l'amélioration de la situation sociale des juges, notamment en matière de retraite et de logement. Il a également exigé que les nouveaux magistrats suivent une période de stage pratique avant d'entrer en fonction, afin

de renforcer leur expérience de terrain. Dans la même optique, le chef de l'État a appelé à la mise en place d'un système de pôles judiciaires spécialisés, qui permettra de mieux encadrer la formation et de rendre la justice plus efficace et adaptée aux réalités du pays.

Accélération du programme de dessalement

Sur le plan de la gestion de l'eau, le président Tebboune a validé la création de trois nouvelles stations de dessalement à Chlef, Mostaganem et Tlemcen. Chaque station produira 300 000

mètres cubes d'eau potable par jour, contribuant à renforcer la sécurité hydrique nationale. Le président a toutefois alerté sur les effets du changement climatique et de la sécheresse, ordonnant la réalisation d'études scientifiques précises sur la consommation d'eau selon les régions. Il a également insisté sur la lutte contre les fuites dans les réseaux de distribution, qui causent d'importantes pertes en eau potable.

Forum africain des start-up :
Un rendez-vous stratégique
Enfin, le président Tebboune a mis

l'accent sur la réussite du 4^e Forum africain des start-up, prévu à Alger. Il a souligné que cet événement représente une opportunité majeure pour placer la jeunesse africaine au centre de la coopération économique continentale et créer des passerelles durables entre jeunes entrepreneurs. La réunion s'est clôturée par l'approbation de plusieurs nominations et fins de fonctions à des postes supérieurs de l'État, confirmant la poursuite du processus de réforme et de modernisation des institutions.

Le Conseil des ministres valide de nouvelles stations de dessalement dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche le 19 octobre 2025, une réunion du Conseil des ministres. Elle a été consacrée à un projet de loi organique portant statut de la magistrature, au suivi de la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, ainsi qu'à des exposés, notamment concernant les préparatifs de la 4^e édition de la Conférence africaine des start-up. Les décisions prises lors de la réunion incluent d'abord l'approbation du projet de loi organique portant statut de la

magistrature. Le Conseil des ministres a choisi trois wilayas pour l'implantation et la réalisation de stations de dessalement d'eau de mer. Il s'agit de Chlef, Mostaganem et Tlemcen. Les trois autres stations de dessalement d'eau de mer seront localisées lors des prochaines réunions du Conseil des ministres. Aussi, Abdelmadjid Tebboune a donné des instructions pour assurer la réussite de la 4^e édition du Forum africain des startups, organisé en Algérie. Le président de la République insiste sur la réussite de ce forum, en tant que prolongement de la Foire du commerce intra-africain qui a connu un grand succès.

67 km de monorail, 8 balcons sur la mer... Les instructions de Tebboune pour métamorphoser Alger La transformation urbaine d'Alger progresse à un rythme soutenu, conformément aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune. Dans ce cadre, une réunion de coordination de haut niveau s'est tenue le samedi 4 octobre 2025 au siège de la wilaya d'Alger. Elle a réuni le ministre des Travaux publics, Abdelkader Djellaoui, et le ministre-wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi. L'objectif principal de cette rencontre était d'évaluer l'état d'avancement des Plans Bleu et Jaune, deux programmes



stratégiques visant à moderniser la capitale et à améliorer la qualité de vie des habitants. Le Plan Bleu, au centre des discussions, met l'accent sur la reconnexion d'Alger à la Méditerranée. Il prévoit une refonte complète du littoral, incluant des travaux de protection côtière et une extension vers la mer pour créer de nouveaux espaces exploitables. Ces aménagements

serviront à développer des zones de loisirs, des parcs familiaux et des espaces récréatifs. Parmi les éléments phares du projet figure la création de huit balcons sur la mer, offrant des panoramas exceptionnels et redéfinissant l'esthétique urbaine d'Alger. Ce dispositif architectural vise à enrichir l'expérience des citoyens et à renforcer l'attractivité touristique et sociale du littoral. Cette réunion marque une étape importante dans la concrétisation des grands chantiers structurants de la capitale, inscrits dans une vision globale de modernisation et de valorisation du patrimoine naturel et urbain.

L'Etat alloue un budget record à la lutte contre la corruption



Le gouvernement a consacré, dans le cadre du projet de loi de finances pour l'année 2026, un budget important au secteur de la justice. Et ce, afin de renforcer ses capacités dans la répression et la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, ainsi que dans le contrôle des biens et des fonds publics. Ce budget est appuyé par des autorisations d'engagement équivalant à 179,355 milliards de centimes et des crédits de paiement dépassant 182 120

milliards de dinars. Il s'agit d'une enveloppe considérable qui sera principalement destinée à couvrir les dépenses liées à l'activité judiciaire, à l'administration pénitentiaire, à la prévention de la corruption et à l'administration générale de l'appareil judiciaire. Selon les détails contenus dans le projet de loi de finances, le budget alloué à l'activité judiciaire a été porté à 89,61 milliards de dinars. Celui de l'administration pénitentiaire à 81,64 milliards de dinars, contre 2,1 milliards

de dinars pour la lutte contre la corruption et 7,089 milliards de dinars pour l'administration générale. **Initiatives pour la transparence et lutte contre la corruption** Par ailleurs, le gouvernement a consacré plus de 3 milliards de dinars à la prévention et à la lutte contre la corruption. La même somme a été réservée pour le fonctionnement de la Haute Autorité de transparence et de prévention et de lutte contre la corruption.

En parallèle, le gouvernement a alloué des sommes considérables pour assurer le contrôle des biens et des fonds publics, ainsi qu'un montant équivalent pour la Cour des comptes, soit 1,2 milliard de dinars. La Haute Autorité de transparence et de prévention et de lutte contre la corruption a bénéficié d'une enveloppe de plus de 332 millions de dinars dans le budget 2026. **Gestion des biens confisqués et transparence juridique** Par ailleurs, 3,878 milliards de dinars ont été réservés pour couvrir les dépenses de la Cour suprême, ainsi que pour le contrôle et l'évaluation des décisions judiciaires et l'unification de la jurisprudence, contre 1,6 milliard de dinars pour le Conseil d'État et plus de 520 millions de dinars pour le Conseil supérieur de la magistrature, avec le même montant destiné à garantir l'indépendance de la justice. En outre, toujours selon le projet de loi de finances, le gouvernement a prévu des autorisations d'engagement de 8 milliards de dinars et des crédits de paiement dépassant 9 milliards de dinars pour la gestion des affaires de la Cour constitutionnelle,

contre 1,264 milliard de dinars en autorisations d'engagement et près de 1,364 milliard de dinars en crédits de paiement pour la Cour des comptes. Selon le contenu du projet, le gouvernement a décidé de mettre en place une méthode opérationnelle de gestion des biens confisqués dans le cadre des affaires de corruption. Et ce, après l'émission de décisions judiciaires définitives par la Cour suprême à l'encontre de nombreux hommes d'affaires et responsables condamnés à la confiscation de leurs biens mobiliers et immobiliers. À cet effet, les autorités ont jugé nécessaire d'encadrer cette situation par une mesure garantissant la préservation de ces biens et le versement de leurs revenus dans un compte d'affectation spécial n°125-302, destiné au fonds spécial pour les biens et fonds détournés confisqués ou récupérés dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption. Ce fonds a été créé en vertu de l'article 43 de l'ordonnance n°21-07 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2021.

CONSEIL DES MINISTRES : Approbation du projet de loi organique portant statut de la magistrature

Le projet de loi organique, portant statut de la magistrature, a été approuvé dimanche, lors de la réunion du Conseil des ministres, présidée par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, *M. Abdelmadjid Tebboune.* Conformément à la stratégie de l'Etat visant à assurer la sécurité hydrique, à travers la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer, trois (3) wilayas ont été choisies, lors de cette réunion, pour la réalisation de stations

de dessalement de l'eau de mer, à savoir Chlef, Mostaganem et Tlemcen. La localisation de trois (3) autres stations sera déterminée lors des prochaines réunions du Conseil des ministres. Concernant les préparatifs de la 4e édition de la Conférence africaine

des start-up, le président de la République a insisté sur l'impératif de la réussite de cet événement, qui s'inscrit dans le prolongement de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée début septembre à Alger, et ayant été couronnée d'un franc succès.



INSTALLATION ILLÉGALE DES RÉSERVOIRS D'EAU DANS LES CITÉS AADL : Gest-Immo passe à l'action



La société de gestion immobilière de l'Agence Nationale pour l'Amélioration et le Développement du Logement (AADL), Gest-immo, a récemment initié une vaste campagne d'élimination des diverses infractions et constructions anarchiques dans plusieurs de ses sites résidentiels. Cette opération d'envergure vise à restaurer la propreté, la sécurité et l'esthétique des ensembles immobiliers gérés dans le cadre du programme de location-vente. La campagne a ciblé spécifiquement la cité des 1400 logements (Q33) et la cité des 1290 logements (Zone C). Les agents de la filiale Gest-immo sont intervenus pour s'attaquer à l'une des infractions les plus courantes et les plus préoccupantes : l'installation illégale de réservoirs d'eau dans les parties communes des immeubles. Réservoirs d'eau et parties communes : une menace pour la sécurité et la salubrité Gest-immo a précisé que les réservoirs en question étaient installés à l'intérieur du hall des immeubles et dans les espaces communs, constituant ainsi une violation flagrante des règlements de copropriété et des normes de sécurité. Ces installations non autorisées représentent non seulement une entrave au passage et une détérioration de l'aspect visuel des immeubles, mais elles peuvent également engendrer des problèmes de salubrité et de sécurité (risques d'inondation, surcharge des structures, etc.). Gest-immo a souligné que ces actions s'inscrivent dans le cadre des efforts continus

de l'établissement. L'objectif principal est de préserver la propreté et la sécurité des ensembles résidentiels et de garantir des espaces décents et un cadre de vie agréable pour les résidents. Modifications illégales : un danger pour les structures et une atteinte à l'harmonie urbaine Alors que l'Agence Nationale de l'Amélioration et du Développement du Logement (AADL) intensifie ses efforts pour préserver la qualité de vie dans ses cités, un phénomène persistant vient continuer à compromettre l'intégrité architecturale et la sécurité des immeubles : les modifications illégales réalisées par certains résidents, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des logements. Ces pratiques, de plus en plus fréquentes dans certains quartiers AADL, viennent s'ajouter aux infractions dénoncées à plusieurs reprises par les autorités. En effet, Dans certains quartiers – y compris ceux dont la gestion a été transférée – les équipes ont constaté une recrudescence de transformations illégales. Il s'agit parfois de modification des entrées de logements, de percement de murs porteurs ou de changement de façades – des pratiques formellement interdites. Selon un communiqué de Gest-immo, ces actes, souvent réalisés sans étude préalable ni autorisation, fragilisent les structures des immeubles et peuvent aggraver les risques en cas de sinistre, comme les incendies ou les séismes. De plus, ils défigurent l'unité visuelle des cités AADL, conçues à l'origine avec un plan architectural précis visant à offrir un cadre de vie ordonné et homogène.

La formation professionnelle étoffée par de nouvelles spécialités environnementales

La nomenclature de la formation professionnelle a été étoffée par de nouvelles spécialités liées à l'environnement, afin de s'adapter aux transformations technologiques et d'assurer un meilleur accompagnement aux jeunes entrepreneurs dans ce domaine. Cette annonce a été faite lors d'une rencontre de coordination, organisée lundi à Alger, sous le thème "Entrepreneuriat environnemental : formation, soutien et accompagnement", en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, et de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab. Les nouvelles spécialités qui seront prochainement introduites dans le système de formation concernent notamment la valorisation et la transformation des déchets en engrais organique et la valorisation de la matière organique, le démontage des déchets électriques et

électroniques, l'exploitation des stations de traitement des lixiviats, l'installation et la maintenance des panneaux solaires, ainsi que la formation de guides dans le tourisme environnemental, selon les explications présentées à cette occasion. Dans une allocution prononcée lors de cette rencontre, Mme Krikou a mis en avant l'importance de la formation dans les métiers de l'environnement, à même d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes pour développer ces métiers, contribuant ainsi à la valorisation des ressources, au soutien de l'économie nationale, à la protection de l'environnement et des écosystèmes, et à la création de nouveaux emplois. Pour sa part, M. Ouadah a estimé que la formation spécialisée, théorique et pratique, constitue la base essentielle pour la création de nouvelles entreprises dans le domaine environnemental, relevant les efforts de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) pour encourager les jeunes porteurs de projets environnementaux, notamment à travers le lancement d'un programme de financement de 1000 micro-entreprises

spécialisées dans la collecte et le recyclage des déchets plastiques. Mme Arhab a, quant à elle, affirmé que l'introduction des métiers verts dans le système de formation professionnelle "n'est pas un choix, mais une réponse aux exigences environnementales de l'économie nationale", représentant ainsi une véritable opportunité pour la création d'emplois et pour un développement local et national durable. Elle a également rappelé qu'en 2024, le nombre de diplômés des centres de formation relevant de son secteur avait atteint 365 diplômés dans les spécialités de l'environnement, telles que le tri et le recyclage des déchets. Lors des travaux de cette rencontre de coordination, la Directrice générale (DG) de l'ANGEM, Souad Bendjemil, a présenté un exposé sur les efforts de l'agence en matière de promotion de l'entrepreneuriat vert. Selon le bilan présenté, l'Agence a contribué au financement de 2789 projets environnementaux, dont 84 dans le domaine du recyclage du plastique et d'autres matières.

MINISTÈRE ECONOMIE CONNAISSANCE STARTUP MICRO ENTREPRISES Impératif de développer une IA adaptée à la réalité algérienne

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a souligné lundi à Tizi-Ouzou, l'impératif de développer une Intelligence artificielle (IA) adaptée à la réalité algérienne. Dans son allocution d'ouverture du Forum sur "l'Entrepreneuriat à l'ère de l'Intelligence artificielle" organisé à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri dans le cadre de la quatrième édition de la caravane nationale "Un jeune, une idée", M. Ouadah a insisté sur l'importance de maîtriser ce domaine pour l'adapter aux réalités nationales. Qualifiant l'IA de "technologie stratégique et déterminante" pour l'avenir du pays, le ministre a rappelé les efforts de l'Etat pour élaborer une stratégie nationale en la matière. "Nous attendons aujourd'hui des jeunes et des experts qu'ils se réunissent et travaillent main dans la main pour maîtriser cette technologie afin de développer des solutions adaptées à la réalité algérienne, aux besoins du citoyen, des institutions et de l'entreprise économique en Algérie".



Le ministre a insisté sur la nécessité de s'affranchir des modèles étrangers, réaffirmant que "la balle est dans le camp de la jeunesse, des universitaires et des experts pour développer une IA qui s'adapte à nos spécificités, à notre culture, à nos coutumes, ainsi qu'aux préoccupations du citoyen ou des entreprises". Le ministre, qui a visité ensuite le Centre de développement de l'entrepreneuriat et l'incubateur de l'université Mouloud-Mammeri, a rappelé le rôle central de l'université dans la création de start-up. L'université est un "réservoir d'énergie, d'innovation et d'entrepreneuriat, ainsi qu'une source de solutions pour le secteur économique, contribuant à réduire l'utilisation de technologies étrangères et à construire une nouvelle économie diversifiée", a-t-

il dit. L'objectif est de "construire une nouvelle économie basée sur la jeunesse, la connaissance et la technologie", visant à faire de l'Algérie un acteur économique de premier plan à l'échelle internationale, a ajouté M. Ouadah. Le ministre, qui a écouté les préoccupations de certains start-uppers, a réaffirmé l'engagement de son département auprès de la jeunesse, qu'il a désignée comme un "acteur central du développement de l'Algérie nouvelle". Concernant le financement des start-up, M. Ouadah, qui a souligné l'effort de l'Etat, notamment via l'Algerian Startup Fund (ASF), a indiqué que l'avenir résidait dans les capitaux privés. Evoquant la promulgation du texte réglementaire du Fonds commun de placement à risque (FCPR), un mécanisme conçu pour permettre aux institutions et entreprises privées de lancer leurs propres fonds thématiques et régionaux, il a insisté que le financement des start-up doit majoritairement provenir du secteur privé, à l'image des écosystèmes mondiaux les plus performants.

La relance du secteur industriel et l'accélération de la numérisation parmi les principaux défis économiques de l'Algérie

Le membre du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mourad Kouachi, a affirmé, dimanche à Alger, que la relance du secteur industriel et l'accélération du processus de numérisation constituent aujourd'hui les principaux défis de l'Algérie, dans la perspective d'insuffler une dynamique économique efficace et de renforcer la transformation structurelle de l'économie nationale. Invité du Forum du quotidien "DKNEWS", M. Kouachi a précisé que le développement du secteur industriel national se veut "un enjeu central" pour le Gouvernement, tel que souligné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de mettre un terme à "la désertification industrielle" qu'avait connue le pays, au cours des précédentes périodes et qui avait fait chuter

la part de l'industrie dans le PIB à 3% en 2019. Soulignant que la nomination du nouveau Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, reflétait la volonté de l'Etat de relancer le secteur industriel, au regard de sa connaissance approfondie du dossier et de ses spécificités, le même intervenant a mis l'accent sur l'importance de redonner à l'industrie mécanique sa place historique, tout en accordant la priorité aux industries manufacturière et agroalimentaire, étant deux piliers essentiels pour la croissance et la création de la valeur ajoutée. Pour l'expert, la numérisation constitue un axe majeur du programme d'action du nouveau gouvernement, dans la mesure où elle offre des solutions concrètes aux difficultés rencontrées par plusieurs secteurs. Le membre du CNESE s'est

félicité des résultats obtenus dans le secteur agricole au cours des dernières années, appelant à accélérer la numérisation de ce secteur, afin de disposer d'une base de données fiable et actualisée, permettant d'orienter les investissements et de mieux maîtriser les opérations d'importation. Il a également salué le développement "concret" enregistré dans le secteur minier, qui a permis à l'Algérie de passer du statut d'importateur à celui d'exportateur pour plusieurs produits tels que le ciment, soulignant l'importance d'accompagner les grands investissements dans ce domaine par une industrie manufacturière durable. M. Kouachi a plaidé pour la diversification des sources de financement pour atténuer la charge sur les banques publiques et poursuivre les efforts visant à intégrer



l'économie informelle dans le circuit officiel, afin d'atteindre l'objectif fixé par le président de la République, à savoir porter le PIB à 400 milliards de dollars d'ici fin 2027. Concernant le PLF 2026, l'intervenant a estimé que celui-ci "a réalisé un équilibre entre la préservation du pouvoir d'achat du citoyen et la stimulation de la croissance économique, à travers l'amélioration du climat des Affaires", affirmant la nécessité de "poursuivre

les efforts pour rompre avec la dépendance de l'économie nationale à la rente pétrolière". M. Kouachi a mis en avant le rôle du CNESE dans l'évaluation des performances des secteurs économiques et dans l'élaboration de rapports objectifs à l'intention de la Présidence de la République, précisant que le Conseil tiendra, lundi, son Assemblée générale pour l'installation de ses membres au titre du mandat 2025-2029.

Arkab reçoit le DG de la société italienne "Bonatti"

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, le directeur général (DG) de la société italienne "Bonatti", Andrea Colombo, avec lequel il a examiné les opportunités de partenariat et d'investissement dans le domaine des hydrocarbures en Algérie, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, a permis "d'examiner les perspectives de coopération et de partenariat entre le groupe Sonatrach et la société Bonatti, et de passer en revue les nouvelles opportunités d'investissement dans le secteur des hydrocarbures", précise le

ministère. Ils s'agit notamment des domaines du secteur amont pétrolier et gazier, du développement des gisements, de l'augmentation de la capacité de production de gaz naturel, de l'ingénierie et de la construction des infrastructures dans les industries pétrolière, gazière et minière dans les grands projets. A cette occasion, le ministre d'Etat a salué "la qualité des relations entre l'Algérie et l'Italie dans le domaine des hydrocarbures", affirmant que les partenariats existants entre les entreprises algériennes et italiennes constituent "un modèle réussi de coopération fondée sur la confiance, le transfert de savoir-faire et la complémentarité des intérêts économiques, à la lumière des mutations mondiales dans les marchés énergétiques".

Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur l'importance de renforcer la coopération technique et en matière d'investissement, et d'explorer de nouvelles opportunités dans les projets structurants futurs, pour développer le secteur des hydrocarbures en Algérie et raffermir le partenariat stratégique algéro-italien dans les hydrocarbures et les mines. De son côté, M. Colombo a fait part de l'intérêt de la société "Bonatti" à renforcer ses investissements en Algérie, et à continuer à développer les relations de coopération avec le Groupe Sonatrach, notamment à travers le lancement de nouveaux projets dans le domaine de l'exploitation et du transport des hydrocarbures, des infrastructures liées aux hydrocarbures et des grands projets miniers.



Il a, en outre, fait part de la disposition de la société à apporter des solutions d'ingénierie, techniques et innovantes, à même de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des projets énergétiques et de soutenir les objectifs de l'Algérie en matière de transition énergétique et de réduction des émissions. Pour rappel, la société "Bonatti", dont le siège social est à Parma, est l'une des plus importantes sociétés européennes

spécialisées dans l'EPC (ingénierie, approvisionnement et construction) et les services industriels dans les domaines du pétrole, du gaz et de l'énergie. La société italienne possède une expertise de plus de 75 ans dans l'exécution des grands projets à travers l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. La société est un partenaire "fiable" dans la réalisation de nombreux projets avec Sonatrach en Algérie depuis des années, selon le communiqué.

Le Premier ministre préside l'ouverture des travaux de l'assemblée générale du CNESE

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé lundi au Palais des nations (Alger), l'ouverture des travaux de la première assemblée générale du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), consacrée à l'installation des membres du Conseil pour le mandat 2025-2029. Les travaux de cette assemblée se déroulent en présence de

membres du gouvernement, du président du CNESE, M. Mohamed Boukhari, ainsi que de responsables d'organismes et d'institutions nationales. Une décision du 29 septembre 2025, publiée au Journal officiel 67, fixe la liste des membres du Conseil, au nombre de 198, précisant que celle-ci sera complétée par les membres restants ultérieurement. A noter que le CNESE est une

institution consultative, un cadre de dialogue, de concertation et de proposition, couvrant tous les domaines de la vie du citoyen et de la nation. Il a pour missions notamment d'impliquer la société civile à la concertation nationale sur les politiques de développement économique et social, et le maintien du dialogue et de la concertation entre les partenaires économiques et sociaux.

Le Conseil est également chargé d'évaluer et d'étudier les questions d'intérêt national dans les domaines économique, social, de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur, et de formuler des propositions et des recommandations relatives aux affaires publiques. A l'issue de la cérémonie d'installation, le CNESE organise, à l'occasion du mois d'octobre rose dédié à la



sensibilisation au cancer du sein, une table ronde intitulée "Octobre rose : une action collective pour une meilleure prévention et prise en charge", avec la participation d'experts, de spécialistes et de représentants de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire et de l'Observatoire national de la société civile.

ANNABA:

Séance de travail consacrée au suivi des projets de développement structurants

Sihem.Ferdjallah

Sous la présidence du Secrétaire général, chargé de la gestion des affaires de la wilaya d’Annaba, une séance de travail s’est tenue au siège de la wilaya, consacrée à l’examen de l’état d’avancement des projets de développement structurants inscrits au programme de la wilaya. Ont pris part à cette rencontre le wali-délégué de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa”, les chefs de daïras d’Annaba, d’El Bouni, de Berrahal et d’Aïn El Berda, les présidents des assemblées populaires communales concernées ainsi que les directeurs exécutifs

impliqués dans la conduite des projets. La réunion a été marquée par la mise en place d’un centre de pilotage nouvellement créé, chargé de l’organisation et du suivi des travaux liés à l’extension du port d’Annaba – quai minéralier, un projet d’importance stratégique pour le développement économique et logistique de la région. Les participants ont passé en revue la situation globale des principaux chantiers en cours, notamment ceux relatifs aux infrastructures portuaires, ferroviaires, routières, hydrauliques et agricoles. Des présentations techniques



ont permis d’évaluer le degré d’avancement des travaux et d’identifier les contraintes rencontrées sur le terrain, dans la perspective d’une meilleure coordination entre les différents acteurs institutionnels et opérationnels. À l’issue de la séance, M. le Secrétaire général a insisté sur la



nécessité de respecter strictement les délais contractuels de réalisation, en soulignant l’importance d’un suivi continu et rigoureux. Il a appelé les responsables à signaler sans délai toute entrave susceptible de freiner la progression des projets et à transmettre des rapports de situation hebdomadaires.

Il a également insisté sur l’urgence d’accélérer les travaux relatifs à la station de dessalement d’eau de mer afin de garantir, dans les meilleurs délais, l’approvisionnement régulier en eau potable, notamment au profit des habitants de la région de Sidi Amar. Cette séance de travail s’inscrit dans la dynamique de bonne gouvernance locale prônée par les autorités de la wilaya, soucieuses d’assurer une exécution efficace des projets structurants et de renforcer la modernisation des infrastructures au service du développement durable du territoire.

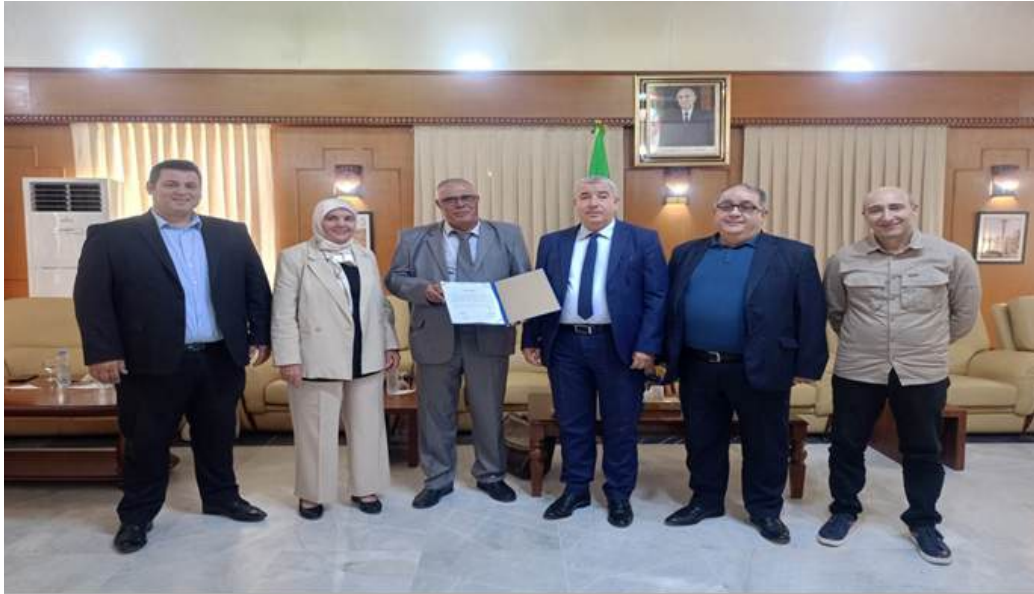
ANNABA:

Cérémonie d’installation du nouveau Directeur de la Programmation et du Suivi du Budget de la wilaya

Sihem.Ferdjallah

Une cérémonie officielle d’installation s’est tenue, hier lundi, au siège de la wilaya d’Annaba, sous la présidence du Secrétaire général, Fekraoui Abdelhakim, chargé d’assurer la gestion des affaires de la wilaya d’Annaba, À cette occasion, M. Khroub Saïd a été installé dans ses nouvelles fonctions de Directeur de la Programmation et du Suivi du Budget de la wilaya d’Annaba. A cet effet, le Secrétaire général lui a adressé ses félicitations et lui a souhaité plein succès dans l’accomplissement de ses missions au

service du développement local et de la bonne gouvernance financière. La cérémonie s’est déroulée en présence de madame la Directrice régionale du Budget, de M. le Directeur de l’Administration locale, ainsi que de l’ancien Directeur de la Programmation et du Suivi du Budget. Cette installation s’inscrit dans le cadre de la continuité du service public et témoigne de la volonté des autorités locales de consolider les capacités de gestion et de planification au sein des services de la wilaya, en vue d’assurer une meilleure exécution des programmes de développement et une utilisation optimale des ressources budgétaires.



ANNABA:

Les services de la wilaya poursuivent l’accueil et l’écoute des préoccupations des citoyens

Sihem.Ferdjallah

Dans le cadre de la politique de proximité et d’ouverture adoptée par les autorités locales, les services de la wilaya ont poursuivi, hier lundi, leur initiative hebdomadaire consacrée à l’écoute des préoccupations des citoyens. Cette démarche, organisée chaque lundi, vise à instaurer un dialogue direct entre l’administration et les administrés, en vue d’améliorer la qualité du service public et de répondre de manière efficace aux besoins exprimés par la population. Au cours de cette séance



d’écoute, plusieurs citoyens et représentants de la société civile ont été reçus par les responsables



de la wilaya. Les échanges ont porté sur diverses questions liées à la vie quotidienne, au



développement local et à la gestion des affaires publiques. Les doléances formulées ont été

soigneusement enregistrées afin de permettre leur traitement et leur suivi en coordination avec les instances concernées. Présidée par le wali-délégué de la nouvelle ville, en présence des principaux responsables de la wilaya, cette rencontre illustre l’engagement constant des autorités locales en faveur d’une administration à l’écoute, réactive et proche du citoyen. Elle s’inscrit dans une vision de gouvernance participative fondée sur la transparence, la concertation et la recherche de solutions concrètes aux préoccupations de la population.

ANNABA/ NOUVELLE VILLE
“BENMOSTEFA BENAOUDA”
Visite d’inspection des
établissements scolaires



Imen.B

Dans le cadre du suivi permanent des conditions de scolarisation des élèves et de la mise en œuvre de la carte éducative, le wali-délégué de la circonscription administrative de la nouvelle ville “Benmostefa Benaouda” a effectué, dernièrement une visite d’inspection et de travail dans plusieurs établissements scolaires. Le wali-délégué était accompagné du directeur de l’Éducation de la wilaya d’Annaba, du directeur de l’Entreprise d’Aménagement de ladite circonscription, ainsi que d’un représentant de la direction des équipements publics. La délégation s’est rendue à l’école “Chabi Abdallah”, récemment mise en service, afin de constater les conditions de scolarisation

des élèves transférés conformément à la nouvelle carte éducative notamment l’école “Bounouba Ali Bensaïd”, où les responsables ont examiné sur site l’état des infrastructures et le projet de construction de salles d’extension destinées à améliorer l’accueil des élèves. La visite a également permis de s’enquérir de l’avancement des travaux d’aménagement des espaces extérieurs de l’école susvisée, dans le but d’offrir un environnement scolaire sûr, propre et propice à l’apprentissage. Le wali-délégué a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts d’amélioration du cadre scolaire, d’assurer la qualité des infrastructures éducatives et de veiller au bien-être des élèves et du personnel enseignant.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION
“BENMOSTEFA BENAOUDA”
Réception des citoyens et
représentants de la société civile
par le wali-délégué



Imen.B

Dans le cadre de la politique de proximité et d’écoute initiée par les autorités locales, le wali-délégué a consacré la journée d’hier 20 octobre 2025 à la réception des citoyens, des représentants de la société civile ainsi que des associations agréées. Cette rencontre, tenue au siège de la daïra, a permis d’aborder de nombreuses préoccupations locales exprimées par les habitants et les acteurs associatifs. Les échanges ont porté sur divers dossiers liés à l’amélioration du cadre de vie et des services publics, le développement local et la promotion de l’investissement, la

situation du logement et de l’urbanisme, ainsi que plusieurs questions sociales et communautaires. Le wali-délégué a réaffirmé, à cette occasion, la volonté des pouvoirs publics de renforcer le dialogue avec les citoyens et de trouver des solutions concrètes aux préoccupations soulevées, dans le respect des lois et des priorités locales. Cette initiative s’inscrit dans la continuité des efforts visant à rapprocher l’administration du citoyen et à impliquer la société civile dans la dynamique de développement durable de la région.

ANNABA / EL BOUNI
Sous la conduite du chef
de daïra, reprise des séances
d’écoute pour les demandeurs
de logements publics locatifs



S.Y

La daïra d’El Bouni a repris les séances d’écoute destinées aux citoyens en attente d’un logement public locatif. Sous la présidence du chef de daïra, cette initiative marque la relance d’une série de rencontres visant à rapprocher l’administration des administrés et à répondre directement à leurs préoccupations en matière de logement. Au cours de cette journée, plusieurs citoyens issus des secteurs d’Oued Nil, Aïn Chouhoud et d’autres quartiers de la commune ont été reçus. Ces échanges ont permis aux demandeurs d’exprimer leurs préoccupations concernant l’avancement de leurs

dossiers, la transparence des procédures d’attribution ou encore les conditions de vie dans les cités concernées. Le chef de daïra d’El Bouni a pris le temps d’écouter attentivement chaque intervenant afin de traiter les dossiers avec équité et de garantir la transparence dans le suivi des demandes. Il a également souligné l’importance d’un dialogue permanent entre les citoyens et l’administration pour renforcer la confiance et fluidifier les démarches. D’autres séances d’écoute sont prévues dans les prochains jours afin de permettre à l’ensemble des secteurs de la commune de faire entendre leurs préoccupations.

ANNABA / EL HADJAR
Le chef de daïra consacre
une réunion de coordination
sur le suivi sanitaire et
environnemental

S.Y

Dans le cadre du suivi quotidien de la situation de la santé publique au niveau de la daïra d’El Hadjar, le chef de daïra a présidé, une importante réunion de travail au siège de la daïra. Cette rencontre a réuni les P/APC d’El Hadjar et Sidi Amar, des représentants des secteurs de la santé, de l’environnement, des travaux publics, de l’hydraulique, ainsi que des responsables de la protection civile, du centre de recherche en environnement (CRE) et de plusieurs autres institutions concernées. Les discussions ont porté sur plusieurs points essentiels : la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles par l’eau et les animaux, la surveillance de la fièvre du West Nil, la gestion des déchets ménagers, ainsi que la préparation des opérations de reboisement à l’occasion de la Journée nationale de l’arbre. À l’issue des échanges, plusieurs instructions ont été émises. Parmi elles : la mise en place d’un programme de suivi des fuites d’eau, la poursuite des campagnes de nettoyage



et de désinsectisation, la digitalisation du suivi des déchets en coordination avec le CRE, et la désinfection régulière des réservoirs d’eau, notamment dans les écoles primaires. Les autorités locales ont également insisté sur la nécessité d’intensifier la lutte contre les animaux errants, de sanctionner les commerçants jetant leurs déchets dans la rue et de renforcer les mesures de prévention sanitaire contre la fièvre du West Nil. Enfin, il a été décidé d’organiser une vaste opération de reboisement à caractère national, mobilisant les moyens humains et matériels disponibles, avec la participation de la société civile et des scouts musulmans algériens.

EL TARF / SÛRETÉ DE WILAYA :

Bilan trimestriel : 12 tentatives d’émigration clandestine déjouées et arrestation de 128 individus

Imen.B
Dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l’émigration clandestine et la criminalité organisée, les services de la sûreté de la wilaya d’El Tarf, en étroite coordination avec la brigade maritime des Garde-côtes d’El Kala, sont parvenus, durant la période allant de juillet à septembre 2025, à déjouer douze (12) tentatives d’émigration illégale par voie maritime. Ces opérations ont permis l’arrestation de 128

personnes, originaires de plusieurs wilayas du pays, notamment El Tarf, Annaba, Alger, Oum El Bouaghi, Souk Ahras, Batna, Constantine, Jijel, Khenchela et Tiaret. Les enquêtes menées par les équipes d’investigation de la police, suite à des informations faisant état de préparatifs de traversées clandestines, ont abouti à une série d’interventions coordonnées sur différents points du littoral de la wilaya d’El Tarf. Ces actions, menées sous la supervision du parquet

territorialement compétent, ont permis la saisie de 12 embarcations de mer, 12 moteurs de bateaux de pêche d’une puissance variant entre 40, et 85 chevaux, 930 litres d’essence, 2 appareils GPS de navigation, des sommes d’argent en devises étrangères, ainsi que divers équipements utilisés dans les traversées illégales. Les investigations approfondies ont également conduit au démantèlement de deux (2) réseaux criminels spécialisés dans l’organisation

de traversées clandestines, avec l’arrestation de cinq (5) individus impliqués dans ces activités. Par ailleurs, cinq (5) autres personnes recherchées par la justice ont été interpellées, dont deux (2) faisant l’objet de mandats d’arrêt. A l’issue des enquêtes, des dossiers judiciaires complets ont été établis à l’encontre de l’ensemble des mis en cause, en coordination avec le parquet compétent territorialement. Cette opération d’envergure illustre l’efficacité de la



coopération entre les forces de police et les Garde-côtes, ainsi que la vigilance constante des services de sécurité face aux réseaux de migration illégale, qui mettent en danger la vie de jeunes citoyens et portent atteinte à la sécurité du territoire national.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :

Campagne de sensibilisation à Oued Zied : “Un hiver sans accidents, pour une chaleur en toute sécurité”

S.Y
Dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation aux dangers du monoxyde de carbone et des inondations, la protection civile d’Annaba, à travers l’unité de Oued Zied, a organisé ce matin une activité éducative et préventive au

profit des élèves de l’école primaire Bouhali Rabah à Oued Zied, relevant de la commune de Oued El Aneb, daïra de Berrahal. Placée sous le slogan « Un hiver sans accidents... pour une chaleur en toute sécurité », cette initiative vise à prévenir les risques liés au monoxyde de carbone, souvent responsable d’intoxications

domestiques durant la saison froide, ainsi qu’à sensibiliser les jeunes aux dangers des pluies torrentielles et des inondations. Les agents de la protection civile ont animé des ateliers pratiques et des explications pédagogiques, illustrant les gestes à adopter pour éviter les accidents domestiques et les comportements à suivre en cas

de montée des eaux. Les enfants ont également été encouragés à transmettre ces messages de prévention à leurs familles et à leur entourage. Cette action s’inscrit dans une démarche citoyenne visant à ancrer la culture de la prévention dès le plus jeune âge et à rappeler que la prudence et la vigilance demeurent les meilleurs



moyens pour passer l’hiver en toute sécurité.

ANNABA :

La conservation des forêts célèbre la journée mondiale de la nutrition et de la femme rurale

S.Y
La conservation des forêts d’Annaba a pris part, dimanche passé, à la célébration conjointe des journées mondiales de la nutrition et des femmes rurales, organisées à l’école de formation technique en pêche et aquaculture. Placée sous la supervision du secrétaire général de la wilaya, chargé d’assurer la gestion des affaires de la wilaya, cette manifestation a été initiée par la Direction des services agricoles (DSA).

L’édition de cette année a mis en exergue deux thèmes porteurs d’espoir : « Main dans la main pour une alimentation et un avenir meilleurs », slogan de la Journée mondiale de la nutrition, qui souligne l’importance de la solidarité et de la coopération dans la lutte contre la faim et la promotion d’une agriculture durable. « L’autonomisation de la femme rurale pour une diversification agricole et économique locale prometteuse », thème choisi pour rendre hommage au rôle

essentiel des femmes rurales dans le développement agricole et la sécurité alimentaire. Lors de cette journée, la Conservation des forêts a participé pleinement aux activités de sensibilisation et de communication menées en marge des expositions agricoles et artisanales. L’événement a permis de mettre en lumière les efforts conjoints des différents secteurs pour promouvoir une alimentation saine, une gestion durable des ressources naturelles et un développement



local équilibré. Cette célébration a également constitué un espace d’échanges et de valorisation des initiatives locales, notamment celles portées par des femmes rurales engagées dans des projets agroécologiques, artisanaux ou

forestiers. Par sa participation, la Conservation des forêts a montré sa mobilisation en faveur de la protection de l’environnement, du développement durable et de la promotion du rôle des femmes dans les zones rurales.

ANNABA / CHÉTAIBI :

Opération de nettoyage et de désinfection de la source d’eau “Aïn Lachfa”

Imen.B
Dans le cadre des actions de préservation de la santé publique et de lutte contre les maladies à transmission hydrique, le service municipal d’hygiène et

de salubrité publique a procédé, hier, à une opération de nettoyage et de désinfection de la source d’eau “Aïn Lachfa”. L’intervention a consisté en le nettoyage complet du site, la désinfection et le traitement de

la source à l’aide de pastilles de chlore, conformément aux recommandations sanitaires en vigueur. Cette opération s’est réalisée en présence du vice-président d’APC, chargé de l’environnement et du

cadre de vie, des membres du service communal d’hygiène et de salubrité publique, ainsi que des volontaires parmi les habitants de la localité, venus prêter main-forte aux équipes techniques. Les autorités

locales invitent les citoyens à s’abstenir de consommer l’eau de cette source jusqu’à nouvel ordre, le temps que les analyses et les traitements nécessaires garantissent la conformité sanitaire de l’eau. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts continus des services communaux pour assurer la protection de la santé des citoyens, prévenir les risques de contamination et préserver la qualité des ressources en eau.

Au Japon, un accord de coalition ouvre la voie à Sanae Takaichi pour devenir première ministre

À la veille d'un vote parlementaire décisif, le PLD, au pouvoir, et le parti Ishin ont annoncé lundi s'unir et s'accorder sur des réformes majeures, selon le monde fr. Le Parti libéral-démocrate (PLD, droite conservatrice) au pouvoir au Japon a signé, lundi 20 octobre, un accord de coalition avec un nouveau parti partenaire, ce qui devrait permettre à la présidente du PLD, Sanae Takaichi, de devenir dès mardi la première femme à gouverner le pays. Mme Takaichi et Hirofumi Yoshimura, codirigeant d'Ishin (centre droit), ont ratifié cet accord devant la presse, à la veille d'un vote au Parlement pour désigner le successeur du premier ministre démissionnaire, Shigeru Ishiba. « Je suis impatiente de collaborer avec vous pour renforcer l'économie japonaise et faire du Japon un pays responsable envers les générations futures », a déclaré



Sanae Takaichi à M. Yoshimura. Sanae Takaichi, 64 ans et aux positions ultraconservatrices, semblait en bonne voie pour remplacer M. Ishiba, lorsqu'elle a pris la tête du PLD le 4 octobre à l'issue d'un scrutin interne. Mais le récent retrait du parti centriste Komei de la coalition gouvernementale, après vingt-six ans de soutien, a plongé le Japon

dans la crise politique, et le PLD a multiplié les discussions en vue de former une autre alliance. Cet accord avec le parti Ishin annoncé lundi place la coalition menée par Mme Takaichi à seulement deux sièges de la majorité nécessaire pour l'emporter lors d'un vote parlementaire prévu mardi. Elle est assurée de l'emporter au deuxième tour, celui-

ci à la majorité simple. « Je suis convaincu que nous partageons la même volonté de faire progresser le Japon. En tant que parti réformateur, nous partageons la même détermination à faire avancer les politiques que nous avons défendues jusqu'à présent », a martelé M. Yoshimura après la signature.

La taxe à la consommation sur les denrées alimentaires ramenée à zéro

Selon la presse nippone, les hauts responsables des deux partis sont convenus vendredi, à Tokyo, que le PLD s'efforcerait de mettre en œuvre des propositions du parti Ishin, parmi lesquelles celle de ramener à zéro le taux de la taxe à la consommation sur les denrées alimentaires, actuellement fixé à 10 %. Le PLD aurait également accepté la demande de M. Yoshimura de réduire le nombre de sièges au Parlement. La perspective de l'accord avait

fait bondir lundi de plus de 3 % la Bourse de Tokyo, propulsant l'indice Nikkei à son plus haut niveau historique, dépassant 49 000 points.

Le PLD gouverne le Japon de manière quasi ininterrompue depuis 1955, malgré de fréquents changements de dirigeants, mais a vu son image ternie par un scandale financier, qui a d'ailleurs poussé au retrait de Komeito.

Ancienne batteuse dans un groupe de heavy metal à l'université, Sanae Takaichi considère l'ex-dirigeante britannique conservatrice Margaret Thatcher comme son modèle politique. Au pouvoir, elle devra faire face aux défis posés par le vieillissement démographique, une dette colossale, les inquiétudes croissantes au sujet de l'immigration, une inflation tenace et une économie chancelante – qu'elle entend soutenir via des dépenses publiques accrues et des rabais fiscaux.

Musée du Louvre

La protection des œuvres défailante, selon la Cour des comptes

La cour, qui s'est penchée sur la période comprise entre 2019 et 2024, parle d'un « retard persistant » du musée dans la protection des œuvres. Dimanche, le musée a fait l'objet d'un cambriolage spectaculaire, selon le monde fr. Le musée du Louvre, où des bijoux inestimables ont été volés dimanche 19 octobre, « n'est pas parvenu à rattraper son retard dans le déploiement d'équipements destinés à assurer la protection des œuvres », déplore un rapport de la Cour des comptes consulté lundi par l'Agence France-Presse. La cour, qui s'est penchée sur la période comprise entre 2019 et 2024, parle d'un « retard persistant » dans ce domaine.

Le déploiement de nouveaux équipements de surveillance s'est concentré « sur un certain nombre de salles, notamment les espaces d'expositions temporaires du hall Napoléon (+ 150 %), ce qui explique que le taux de couverture total des salles n'ait augmenté que de 15 % », pointe le rapport. « Et ce, alors que 60 % des salles de l'aile Sully et 75 % pour l'aile Richelieu ne sont pas protégées par des dispositifs de vidéosurveillance », est-il précisé. La cour estime par ailleurs que « sous l'effet d'une fréquentation croissante, le cycle d'obsolescence des équipements techniques du musée s'est accéléré de façon nettement plus importante que le rythme des investissements

engagés par l'établissement pour y remédier». Le rapport rappelle que des avaries sur les infrastructures techniques avaient notamment conduit le musée le plus visité au monde à fermer en urgence deux salles lors de deux expositions en 2023-2024 : « Naples à Paris » et celle consacrée à Claude Gillot, dessinateur, illustrateur, peintre et graveur du XVIIIe siècle. La cour souligne par ailleurs que « si l'essentiel des études préalables [aux travaux nécessaires] a été réalisé au cours des dernières années », leur « mise en œuvre opérationnelle apparaît inégale et d'une façon générale très limitée ». « Les montants financiers engagés de faible ampleur au regard des



besoins estimés et du budget annuel de l'établissement, reflètent cette tendance à faire du lancement des travaux liés aux schémas directeurs une variable d'ajustement », ajoute-

t-elle. En 2024, la mise aux normes du système de protection incendie, entamée en 2010, « n'est toujours pas achevée », déplore également le rapport.

La Chine, en période de doute, planche sur son nouveau plan quinquennal

Le Parti communiste chinois doit statuer cette semaine sur son nouveau plan, qui servira de cadre pour l'économie entre 2026 et 2030, selon le monde fr. Dans l'ouest de Pékin, l'Hôtel Jingxi est une nouvelle fois, du lundi 20 au jeudi 23 octobre, le décor du huis clos d'une réunion des 372 membres de plein droit et suppléants du comité central du Parti communiste chinois (PCC). A son issue ne sortira qu'un communiqué. Derrière le



formalisme du quatrième plénum (du vingtième congrès), c'est de l'avenir de la deuxième économie de la planète qu'il est question. Malgré sa modernisation, la Chine reste une économie planifiée par le haut, avec ses secteurs à prioriser identifiés par Pékin, ses objectifs de construction de lignes de chemin de fer ou de hausse du niveau de vie de ses citoyens. Le parti doit cette fois statuer sur le quinzième plan quinquennal, qui servira de cadre pour l'économie et les politiques chinoises du

début de l'année 2026 à la fin de 2030. Depuis au moins deux ans, les organes du PCC, les ministères et les provinces planchent sur cette feuille de route cruciale. Le quatrième plénum validera sans aucun suspense le document, approuvé également en mars par le Parlement du parti. Il reflète les priorités de la direction, notamment du très puissant président, Xi Jinping, et est strictement appliqué ensuite à tous les niveaux.

Donald Trump coupe l'aide à la Colombie, accusée de laisser prospérer le narcotrafic

Le président américain a annoncé la fin d'aides financières des États-Unis à Bogota, accusant son homologue colombien Gustavo Petro de ne pas lutter contre le narcotrafic dans son pays, selon RFI.

Comme souvent, l'annonce est tombée sous la forme d'un post en majuscules sur Truth Social. « À COMPTER D'AUJOURD'HUI, CES PAIEMENTS OU TOUTE AUTRE FORME DE PAIEMENTS OU AIDES, NE SERONT PLUS EFFECTUES » à la Colombie, a écrit Donald Trump sur son réseau social, sans toutefois préciser de quelles aides il parlait. Gustavo Petro « ne fait rien pour arrêter » la production

de drogue, a encore affirmé le président américain, accusant son homologue colombien d'être un « baron de la drogue qui encourage fortement la production massive de stupéfiants » dans son pays.

L'intéressé a fortement réagi, estimant que le locataire de la Maison Blanche était « trompé » par ses « conseillers ». « Je recommande à Trump de bien étudier la Colombie et de déterminer où se trouvent les narcotrafiquants et où se trouvent les démocrates », a-t-il rétorqué sur le réseau social X. « Je respecte l'histoire, la culture et les peuples des États-Unis. Ils ne sont pas mes ennemis (...) Le problème, c'est Trump, pas les États-Unis », a encore souligné

Gustavo Petro.

740 millions de dollars d'aides en 2023

La Colombie est le pays d'Amérique du Sud recevant le plus d'aide financière en provenance de Washington, selon les données gouvernementales américaines, avec plus de 740 millions de dollars versés en 2023, dernière année dont les données complètes sont disponibles. La moitié de ces versements sont dédiés à la lutte contre la drogue. Le reste soutient notamment des programmes humanitaires et alimentaires.

Jusqu'en septembre, Bogota était considéré comme étant l'un des 20 partenaires antidrogue des États-Unis, lui permettant



de prétendre à d'importants versements financiers. Mais la Maison Blanche lui a révoqué ce statut, invoquant une production de cocaïne « record » et des « tentatives ratées » de négociations avec les « groupes narco-terroristes ».

La Colombie est le premier

producteur mondial de cocaïne, avec un record de 2.600 tonnes en 2023, soit 53% de plus que l'année précédente, selon l'ONU. Mais Gustavo Petro affirme aussi que la production de cocaïne a baissé sous son gouvernement et que les estimations de l'ONU posent des problèmes méthodologiques.

UNION EUROPÉENNE:

Une réunion de crise après les restrictions sur les terres rares chinoises

Le vice-président de la Commission européenne Stéphane Séjourné, en charge des dossiers industriels, organise une réunion d'urgence lundi 20 octobre avec les filières touchées par les restrictions de la Chine sur les exportations de terres rares, a indiqué une source au sein de son cabinet, selon RFI.

Après l'annonce de la Chine du renforcement des contrôles de ses exportations de terres rares, afin de peser dans la guerre commerciale avec les États-Unis, l'Europe tente de réagir au risque de faire figure de dégât collatéral. Stéphane Séjourné, vice-président de la Commission



européenne chargé des dossiers industriels, a pris les devants en organisant ce lundi une réunion d'urgence. Il s'agit d'évaluer les effets de la décision de la Chine et de discuter des mesures

supplémentaires que Bruxelles envisage de prendre.

La réunion se tiendra sous la forme d'une visioconférence avec des représentants des secteurs de l'automobile, de la

défense, de l'énergie éolienne, de la chimie et de la transformation minière, notamment ceux liés aux projets européens sur les matières premières. Stéphane Séjourné partagera les détails de ces discussions avec les autres commissaires européens mardi, lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg.

Bruxelles travaille également avec ses partenaires du G7 à une « réponse coordonnée », à ces restrictions chinoises.

La Chine, premier producteur de terres rares

La Chine est le premier producteur mondial de terres rares, des matériaux essentiels pour le numérique, l'automobile,

l'énergie ou encore l'armement. Ses nouvelles mesures de contrôle sur l'exportation de technologies liées à ces terres rares a déjà provoqué des protestations publiques de la part de l'UE. Les 27 ont affirmé que cette décision contraignait des entreprises de ses pays membres à arrêter leur production et provoquait des préjudices économiques le long des chaînes d'approvisionnement.

Depuis avril, la Chine avait déjà instauré un système de licences pour certaines exportations de ces matériaux, une décision qui a provoqué des remous dans plusieurs filières à l'échelle mondiale.

GAZA:

La Défense civile annonce un nouveau bilan de 45 morts dans des frappes israéliennes

La Défense civile de la bande de Gaza a fait état d'au moins 45 personnes tuées dimanche au cours de frappes aériennes israéliennes dans le territoire palestinien, révisant à la hausse un précédent bilan de 33 morts, selon Arabenews.

L'armée israélienne a déclaré avoir frappé dans la journée des dizaines de cibles du Hamas à travers le territoire palestinien, Israël et le Hamas s'accusant mutuellement de violer un cessez-le-feu parrainé par le président américain Donald Trump, en vigueur depuis le 10 octobre.

« Au moins 45 personnes ont

été tuées du fait de frappes aériennes israéliennes sur plusieurs endroits de la bande de Gaza », a indiqué Mahmoud Bassal, le porte-parole de la Défense civile, service de secours opérant sous l'autorité du Hamas.

Quatre hôpitaux du territoire palestinien ont confirmé ce bilan de 45 décès à l'AFP, disant avoir reçu morts et blessés.

L'hôpital Al-Awda à Nuseirat a recensé 24 morts, l'hôpital Al-Aqsa à Deir al-Balah 12, l'hôpital Nasser à Khan Younés cinq et celui d'Al-Shifa à Gaza-ville quatre.

Des dizaines de blessés ont également été pris en charge

par ces hôpitaux. L'armée israélienne a déclaré à l'AFP qu'elle vérifiait les informations concernant les frappes.

Parmi les victimes figure, selon M. Bassal, six personnes tuées quand une frappe israélienne a ciblé « un groupe de civils » dans la ville de Zuwaida (centre).

Il a également fait état de deux autres Gazaouis, dont un journaliste, tués dans la partie ouest de cette ville.

Deux frappes distinctes ont par ailleurs tué six personnes, dont des enfants, près de Nuseirat (centre) et blessé 13 autres, a-t-il indiqué.

Il a aussi fait état d'une femme et deux enfants tués dans une



frappe de drone sur une tente abritant des personnes déplacées au nord de Khan Younés (sud).

Dans la soirée, l'armée israélienne a annoncé cesser ses frappes et reprendre l'application du cessez-le-feu.

Compte tenu des restrictions imposées aux médias à Gaza et des difficultés d'accès sur le terrain, l'AFP n'est pas en mesure de vérifier de manière indépendante les informations des différentes parties.

EN :
Qui pour remplacer Gouiri à la CAN ?



La blessure à l'épaule d'Amine Gouiri, suivie d'une opération chirurgicale, a rebattu les cartes dans la ligne d'attaque des Verts. Éloigné des terrains pour au moins trois mois, l'attaquant de l'OM manquera logiquement la CAN 2025 au Maroc. Un coup dur pour Vladimir Petkovic, qui devra revoir ses plans et trouver de nouvelles solutions pour animer la pointe de l'attaque algérienne. Pour l'heure, Baghdad Bounedjah reste la seule véritable option de métier à ce poste. Mais le sélectionneur, encore peu convaincu par Amin Chiakha, jugé trop tendre pour ce niveau, pourrait être contraint de renforcer ce secteur. La blessure de Bounedjah lors du dernier stage, combinée au forfait de Gouiri, a clairement

tiré la sonnette d'alarme. En cas de nouvelle absence, les Fennecs pourraient se retrouver sans véritable avant-centre. **Le cas Chiakha** Il est vrai que Petkovic privilégie souvent un système mobile, avec Amoura en attaquant libre, misant sur sa vitesse et ses appels dans la profondeur. Mais la CAN s'annonce d'un tout autre niveau. Face à des adversaires comme le Zimbabwe (en amical), le Soudan, la Guinée équatoriale ou le Burkina Faso, l'Algérie aura besoin d'un profil capable de peser sur les défenses, de jouer dos au but et de servir de point d'appui pour ses partenaires. **Des options alternatives étudiées** Plusieurs profils émergent comme options crédibles : **Monsef Bakrar** L'attaquant du Dinamo Zagreb,

revenu en Croatie après une parenthèse mitigée en MLS, semble retrouver des couleurs : deux buts en championnat et un autre en Ligue Europa. Déjà aperçu sous Petkovic lors de ses débuts à la tête des Verts, il pourrait retrouver une place dans le groupe. **Redouane Berkane** Actuellement dans les plans de Madjid Bougherra avec les A', l'attaquant d'Al-Wakrah progresse régulièrement. Très en vue au Qatar, ses récentes prestations en sélection locale ont marqué les esprits. Le sélectionneur A pourrait bien le recommander officiellement à Petkovic, d'autant que les échanges entre les deux staffs sont réguliers, comme l'a confirmé Nabil Neghiz. **Aymen Mahious** Souvent critiqué pour son

manque d'efficacité, le buteur de la JS Kabylie conserve cependant une bonne cote auprès de certains techniciens. Solide physiquement, bon dans la conservation et dans le jeu en remise, Mahious pourrait retrouver de la crédibilité dans un système adapté et avec un meilleur soutien offensif. **Des paris et des fantasmes** La possibilité d'une nouvelle tête n'est pas à exclure. Avec une attaque en reconstruction, Petkovic pourrait surprendre à deux mois du coup d'envoi. L'intégration récente de Chergui, Zidane, ou encore le retour de Kebbal, et l'apparition de Belghali ou Dorval, montrent que la porte reste ouverte aux nouveaux visages. Sur les réseaux, certains rêvent d'un retour d'Islam Slimani, tout juste buteur avec Cluj, mais

désormais loin de son niveau international. D'autres évoquent une éventuelle surprise signée Petkovic. Le nom d'Amine El Ouazzani (Braga) revient avec insistance : international Espoirs marocain, barré chez les A par En-Nesyri, El Kaabi ou encore Rahimi, il est toujours éligible avec l'Algérie via sa mère. Une piste improbable... mais pas impossible. **Un vrai casse-tête pour Petkovic** À deux mois du grand rendez-vous continental, le sélectionneur est confronté à un vrai dilemme : faut-il prendre des risques et remodeler son attaque ? Ou miser sur la stabilité et la cohésion du groupe existant ? Une chose est sûre : l'absence de Gouiri laisse un vide que personne ne semble encore en mesure de combler totalement.

Serie A / AC Milan : Rafael Leão renaît de ses cendres au meilleur des moments

Après une longue absence et des prestations mitigées, l'attaquant portugais a inscrit un doublé décisif face à la Fiorentina, prenant son équipe sur ses épaules et la propulsant en tête de la Serie A. Rafael Leão était sans doute l'homme le plus attendu de cette rencontre au sommet entre l'AC Milan et la Fiorentina. Longtemps éloigné des terrains après un mois et demi d'absence depuis la Coppa Italia contre Bari, l'ailier portugais devait prouver qu'il avait retrouvé sa forme et, surtout, son envie. Ses récentes apparitions, notamment face à Naples et à la Juventus, avaient laissé transparaître un certain désintérêt, une absence de tranchant dans le jeu et même une lassitude inquiétante. Mais ce dimanche soir à San Siro, la réponse de Leão a été éclatante. Face à son ancien mentor, l'ancienne pépite du Sporting a signé un doublé décisif, retrouvant le chemin des filets à domicile après 512 jours de disette en Serie A. Deux buts qui n'ont pas seulement offert la victoire à Milan, mais qui ont aussi replacé les Rossoneri en tête du classement, rappelant à tous que Leão reste, malgré les critiques, un joueur capable de changer le destin d'un match à



lui seul. Ses deux réalisations racontent à elles seules la transformation du joueur. Le premier but porte sa signature avec cette accélération, suivie d'un dribble rapide et d'une frappe sèche du droit face à un De Gea impuissant. Du Leão pur jus, instinctif et inspiré. Mais c'est surtout le second but, inscrit sur penalty, qui en dit long sur son état d'esprit. Car cette fois, le Portugais de 26 ans a pris ses responsabilités : « Nous savions que ce serait un match difficile. La Fiorentina a des joueurs de qualité et l'entraîneur nous a dit de ne pas leur laisser d'espaces. C'est ce que nous avons fait, même si nous n'avons pas eu beaucoup de tirs cadrés en première période, mais nous avons ensuite débloqué la situation. C'est une victoire collective. J'ai passé près d'un mois et demi blessé.

Je dédie ce match à ma famille et à mes coéquipiers. Nous pouvons accomplir beaucoup de choses importantes cette saison », a expliqué l'ailier passé par le LOSC. Après les hésitations des semaines précédentes et les doutes liés à son leadership offensif, il a choisi de tirer, sereinement, prenant le gardien de la Viola à contrepied. Ce geste, simple en apparence, symbolise pourtant la renaissance d'un joueur conscient de son rôle et prêt à l'assumer. Loin du Leão parfois nonchalant ou égoïste, les tifosi milanais ont vu un attaquant impliqué, déterminé à être le moteur d'un Milan meurtri par les blessures, mais toujours ambitieux.

Le retour tant attendu du Portugais
Si cette renaissance a pris forme en seconde période, c'est en grande partie grâce

à un ajustement tactique de Massimiliano Allegri. Durant la première mi-temps, Leão avait semblé emprunter, enfermé dans un rôle de pur avant-centre qui ne correspond pas à ses qualités naturelles. Peu d'appels, beaucoup de pertes de balle, et un Milan trop prévisible offensivement. Mais après l'ouverture du score de la Fiorentina, le coach rossonero a revu sa copie en remplaçant Leão à un poste plus libre, proche d'un second attaquant, soutenu par Giménez et alimenté par Saelemaekers sur le flanc droit : « Avec Giménez à ses côtés, il était plus libre de ses mouvements, mais il doit s'y habituer. Ce soir, Fofana a rempli la surface, et c'est important de le faire même avec des joueurs extérieurs. Il n'y a pas eu de confusion. J'ai choisi Rafa parce qu'il tire très bien à l'entraînement, mais Fofana est aussi très bon. Je ne regarde jamais les penalties : à Turin, ça s'est mal passé, ce soir, c'était mieux », a affirmé l'entraîneur italien. Ce repositionnement a tout changé. Revenu dans sa zone de confort, libre de décrocher, d'attaquer l'espace et de provoquer, le Portugais a pris feu. Il a renversé le match, retrouvé la confiance, et entraîné toute l'équipe avec lui. Lucide, Allegri a sans doute trouvé la

clé d'un équilibre offensif plus fluide, centré autour de son joueur le plus imprévisible. Au-delà de la performance individuelle, cette victoire symbolise la force de caractère d'un Milan décimé, mais combatif. Avec une infirmerie pleine, marquée par les absences de Pulisic, Rabiot, Nkunku, Estupiñán et Loftus-Cheek, Allegri ne disposait que de cinq joueurs de champ sur le banc, dont deux issus de Milan Futuro. Et pourtant, les Rossoneri ont su puiser dans leurs ressources pour renverser une Fiorentina compacte, mais stérile. Le but de Gosens, né d'une erreur rare entre Maignan et Gabbia, aurait pu abattre une équipe fragilisée. Il a, au contraire, réveillé l'âme d'une équipe qui avait cruellement besoin d'enchaîner au retour de la trêve internationale. Leão a d'abord égalisé d'une frappe chirurgicale avant de libérer tout un stade sur penalty, brisant une malédiction longue de 17 mois. Dans la grisaille des absents, le natif d'Almada a ramené la lumière. Et si Milan semble bandé de la tête aux pieds, c'est bien son numéro 10 qui, tel un phénix, vient de renaître au moment où son équipe avait le plus besoin de lui.

Coupe du Monde U20 : Comment le Maroc a terrassé la planète football

Tombéur de l'Argentine (2-0), dans la nuit de dimanche à lundi, le Maroc a été sacré champion du monde U20. L'aboutissement d'une stratégie efficiente mise en place par la Fédération depuis 2021. Un parcours parfait. Opposés à l'Argentine, ce dimanche soir, les Lions de l'Atlas ont remporté la Coupe du monde U20 en venant à bout de l'Albiceleste (2-0). Un succès historique pour la sélection africaine après son sacre lors de la CAN U23 en 2023, sa médaille de bronze glanée aux JO 2024 et cette finale de la CAN U20. Au Chili, les hommes de Mohamed Ouabhi, sélectionneur des U20, ont une nouvelle fois brillé de mille feux. La donne est simple : excepté cette défaite face au Mexique lors de la 3e journée de la phase de poules, les Lionceaux ont terrassé tous leurs adversaires. De la Corée du Sud en huitième de finale aux Argentins en passant par les Etats-Unis ou encore la France en demi-finales, le Maroc a bluffé tout son monde. Outre le talent indiscutable de cette nouvelle génération - à l'instar d'Othmane Maamma, élu

meilleur joueur de la compétition - ce succès porte le sceau d'une stratégie ambitieuse menée par la Fédération depuis 2021. « Depuis 2021, nous sommes engagés dans une dynamique de performance portée par une vision stratégique claire, impulsée par le président M. Fouzi Lekjaa. Nous avons un modèle hybride et intelligent : certains joueurs sont issus de la formation locale, via les académies nationales et les centres de formation des clubs, tandis que d'autres ont été détectés en Europe, grâce à une cellule dédiée qui suit les jeunes talents binationaux, avec six scouts », indiquait à ce titre le DTN Jamal Fathi.

Essor de la formation locale et détection des binationaux
Avec un accent clair mis sur la formation, le Maroc est ainsi en train de bâtir une sélection plus que jamais compétitive, tout en continuant son travail dans la détection de binationaux. « La Fédération fonctionne avec des listings de joueurs binationaux. Et tous ces joueurs font l'objet de rapports de la part de nos scouts. Et quand le rapport est bon, il y a une première prise de contact pour savoir si le joueur



a déjà posé un choix. Il n'y a rien d'agressif. On ne propose rien. Pas d'argent, rien. Ce que je fais, en revanche, quand c'est du ressort de mon équipe, c'est me rendre sur place pour parler avec les parents et proposer un projet sportif à court, moyen et long terme », ajoutait, dans cette optique en mars dernier, le sélectionneur U20 Mohamed Ouabhi. Résultat ? Près de la moitié de la sélection marocaine actuelle est composée de binationaux, à l'image de Yanis Benchaouch (Monaco, né à Périgueux), Naïm Biyar (Foggia, né à Reims), Othmane Maamma (Watford, né

à Alès), Ibrahim Gomis (OM, né à Perpignan) ou encore Gessime Yassine (Dunkerque, né à Salon-de-Provence). Mais ce n'est pas tout. Outre ce travail de repérage, le Maroc continue également de grandir au niveau de sa formation locale. « La Fédération a aussi enclenché un processus au pays, avec la création d'un fonds de formation via un partenariat avec des opérateurs privés et la création d'académies régionales », assurait ainsi Youssef Moutmaïne, directeur des sports. « Ces dernières prennent un peu le relais des centres de formation des clubs, qui sont moins

performants. Elles sont en lien direct avec l'académie nationale Mohammed VI », réputée comme l'une des plus grandes académies au monde. Avec ce modèle en expansion, le Maroc permet finalement aux meilleurs profils, qu'ils soient formés localement ou à l'étranger, de se réunir autour d'un projet national ambitieux. Et force de constater que la stratégie s'avère, aujourd'hui, plus que jamais gagnante. Un modèle qui pourrait un peu plus être salué à l'issue de la Coupe du monde U17, organisée le mois prochain au Qatar.



Galaxy S26 : Samsung pourrait doucher les espoirs des amateurs de photographie

Les premières images du futur Galaxy S26 Pro confirment un changement de style à l'arrière du smartphone, mais malgré cette évolution visuelle, les améliorations photo devraient rester minimales.

Les grandes manœuvres s'accroissent du côté de Samsung, ainsi que les premières fuites. Le constructeur coréen prépare activement le lancement de sa prochaine génération de smartphones premium. Attendu pour le premier trimestre 2026, ce nouveau modèle se veut une évolution mesurée du Galaxy S25 plutôt qu'une révolution. Malgré les protections mises en place par la marque, les premières infos sur ces modèles très attendus nous parviennent aujourd'hui, accompagnées d'un premier visuel qui nous montre une évolution du design habituel des smartphones.

Un nouveau bloc photo, mais des capteurs identiques pour le Galaxy S26 Pro

À quelques mois de son



lancement officiel, le Galaxy S26 Pro, le nom qui serait donné au Galaxy S26 de base, commence à se dévoiler à travers une série de fuites. La première surprise concerne le design du bloc photo. Samsung abandonnerait le look minimaliste des générations précédentes au profit d'un îlot vertical plus marqué, rappelant certains modèles concurrents comme l'iPhone 17 Pro ou le Pixel 10.

Sur le Galaxy S26 Ultra, cette réorganisation serait encore plus

visible, avec un encadrement distinct pour chaque capteur. Ce changement permettrait de renforcer la stabilité du module et d'améliorer l'intégration du zoom optique, tout en offrant une signature visuelle plus forte. Sur le Galaxy S26 Pro, en revanche, les lignes resteraient sobres, avec un dos plus épuré et un châssis légèrement affiné. Le modèle Ultra proposerait lui un coloris orange, qui n'est pas sans rappeler celui de l'iPhone 17 Pro cette année.

Mais si l'extérieur évolue, la partie photo n'en fait pas autant. Selon les dernières informations, le Galaxy S26 Pro conserverait le même trio de capteurs que son prédécesseur :

un capteur principal ISOCELL GN3 de 50 Mpx, le même que le Galaxy S25

un ultra grand-angle de 12 Mpx, un téléobjectif 3x de 10 Mpx.

Les différences se joueraient donc au niveau du traitement d'image grâce à un nouvel algorithme et au moteur d'IA intégré au processeur. Les clichés devraient ainsi bénéficier d'une meilleure gestion de la lumière, des couleurs et du bruit numérique, mais sans aucun changement matériel. Pour rappel, le capteur principal supposé du Galaxy S26 Pro serait le même que celui du Samsung Galaxy S22, sorti en février 2022.

En Bref...

La plateforme X.com évolue : les liens ont été optimisés et une nouvelle place de marché pour les identifiants inactifs vient de voir le jour.

Les développeurs de X.com (anciennement Twitter) sont bien occupés ces temps-ci : cet été, ils ont bloqué le contenu pornographique dans toute l'Europe avant de mettre en place une fonctionnalité permettant de s'assurer que ses utilisateurs sont bien majeurs. Ce mois-ci, face à la prolifération des bots, ils ont dû mettre en place une transparence accrue sur les comptes de la plateforme. On apprend aujourd'hui que plusieurs autres nouveautés viennent d'être déployées. On fait le point.

Quand on clique sur un lien dans la plateforme X.com, celui-ci nous redirige vers une nouvelle page et rares sont les utilisateurs qui prennent la peine de revenir en arrière. Le résultat ? Une diminution du nombre de likes mais aussi des interactions. Pour remédier à cette situation, l'équipe X.com a eu une idée : réduire la page originale, la placer en bas de page et faire en sorte que les boutons servant à liker, à répondre et à republier du contenu restent accessibles en permanence. On ne sort ainsi jamais de la plateforme.

Mais ce n'est pas tout : dans une récente publication, Elon Musk a également annoncé des améliorations pour le système de recommandations de la plateforme. « Grok lira littéralement chaque publication et regardera chaque vidéo (plus de 100 millions par jour) afin de proposer aux utilisateurs le contenu le plus susceptible de les intéresser. (...) Nous ajouterons également la possibilité d'ajuster votre flux de manière temporaire ou permanente en le demandant simplement à Grok », a-t-il notamment expliqué.

X.com souhaite également faire le ménage et donner une seconde vie aux comptes inactifs. L'équipe a, pour cela, créé une nouvelle place de marché, Handles, qui permet aux utilisateurs Premium Plus et Premium Business d'acquérir les noms de certains comptes inactifs. On trouve sur ce service deux types de noms d'utilisateurs : des « noms complets, des phrases de plusieurs mots ou des combinaisons alphanumériques » gratuits et des identifiants originaux pouvant « coûter entre 2 500 \$ et plus de sept chiffres, selon la demande et leur originalité ». Il est toutefois précisé dans les conditions d'utilisation que « X se réserve le droit de récupérer votre Nom d'utilisateur à tout moment, pour quelque raison que ce soit, ou même sans raison. »

Un an après sa sortie, Windows 11 24H2 est officiellement disponible pour tous les PC éligibles

Mieux vaut tard que jamais. Un an après sa sortie, Windows 11 24H2 est enfin accessible à tous les utilisateurs et utilisatrices alors que Microsoft vient officiellement de lever les tous derniers blocages de compatibilité.

On pourra difficilement dire que le déploiement de Windows 11 24H2 aura été un long fleuve tranquille. Stabilisée en octobre 2024, cette mise à jour censée préparer le terrain pour ARM64 a été ralentie par une série de blocages temporaires mis en place par Microsoft après la découverte d'incompatibilités pilotes et logicielles pouvant entraîner écrans bleus de la mort et autres instabilités. Un an plus tard, une poignée de PC éligibles ne pouvaient toujours pas y accéder via Windows Update. Microsoft a finalement décidé de lever les deux derniers safeguard holds

encore en vigueur, histoire de boucler le dossier avant la fin de Windows 11 23H2 et alors que l'édition 25H2 est déjà en train de prendre le relais.

Un chapitre enfin clos pour Windows 11 24H2 Pour rappel, les deux blocages en question concernaient deux situations bien précises. Le premier visait les ordinateurs équipés de logiciels de sécurité ou d'entreprise utilisant le pilote sprotect.sys développé par SenseShield Technology. Ce pilote pouvait provoquer un écran bleu ou noir (BSOD) au démarrage, ce qui avait forcé Microsoft à suspendre le déploiement de Windows 11 24H2 sur les machines concernées en avril dernier. SenseShield ayant publié une nouvelle version de son pilote, Redmond a estimé que les restrictions imposées jusqu'ici n'avaient plus lieu d'être. Le second safeguard hold, plus ancien, remontait au 30

septembre 2024. Il concernait cette fois certaines applications de personnalisation du fond d'écran, susceptibles de perturber l'affichage, de faire disparaître les icônes du bureau ou de rendre les bureaux virtuels inutilisables. Là encore, Microsoft considère la situation stabilisée, bien qu'en cas d'incompatibilité persistante, Windows affichera un avertissement avant de lancer l'installation de la mise à jour système.

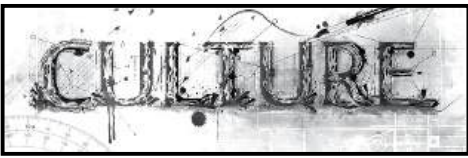
Ces deux blocages ayant été levés côté serveur, les ordinateurs concernés devraient recevoir la mise à jour dans les 48 heures via Windows Update. Comme d'habitude dans ce genre de situation, un redémarrage du PC peut accélérer la détection du déblocage et faire remonter plus vite la mise à jour dans Windows Update.

Une transition logique vers Windows 11 25H2

Si les causes de ces blocages

paraissent aujourd'hui bien triviales, leur levée marque tout de même la fin d'un cycle puisque la prise en charge de ces problèmes coïncide avec la fin de vie de Windows 11 23H2, attendue pour le 11 novembre 2025, et permet enfin aux dernières machines bloquées de migrer vers une version plus récente.

En parallèle, Windows 11 25H2 poursuit son déploiement progressif depuis le 1er octobre. Les appareils éligibles ayant activé l'option « Recevoir les dernières mises à jour dès qu'elles sont disponibles » figurent parmi les premiers à la recevoir, mais la disponibilité dépend encore du rythme de déploiement et des vérifications de compatibilité côté serveur.



Six nations arabes en compétition pour les Oscars 2026

L'Algérie notablement absente de la course au meilleur film international

Sara Boueche

La 98e cérémonie des Oscars, programmée pour le 15 mars prochain, se prépare à accueillir un contingent remarquable de productions cinématographiques en provenance du monde arabe. Selon les données relatives aux dépôts de candidatures auprès de l'Académie des arts et des sciences du cinéma, six pays arabes uniquement ont soumis leurs films pour la catégorie du meilleur film international, marquant une présence modeste du cinéma arabe sur la scène hollywoodienne, notamment caractérisée par l'absence conspicue de l'Algérie, pourtant figure majeure de la cinématographie nord-africaine.

Les productions en lice

Palestine et la mémoire collective

La Palestine se distingue avec "Palestine 36", long-métrage réalisé par Anne Marie Jacir. Cette fresque historique se déploie en 1936, période durant laquelle le territoire connaissait le régime mandataire britannique. Le récit suit Yusuf, protagoniste tiraillé entre les valeurs rurales de son terroir et les turbulences urbaines qui secouent Jérusalem. L'arrivée croissante de réfugiés juifs fuyant le fascisme européen, conjuguée à l'intensification des revendications indépendantistes palestiniennes, exacerbe les tensions territoriales, culminant avec la révolte de 1936-1939.

De son côté, "Tout ce qui reste de

toi", drame multigénérationnel conçu par la cinéaste palestinienne Cherien Dabis, offre une méditation intimiste sur l'expérience palestinienne traversant un siècle d'histoire, de 1948 à l'époque contemporaine, en explorant les mémoires traumatiques et les difficultés existentielles d'une cellule familiale.

Tunisie : une reconnaissance internationale

La Tunisie brille particulièrement avec "La voix de Hind Rajab", création de la réalisatrice Kaouther Ben Hania. Ce film documentaire reconstitue les événements tragiques de janvier 2024, lorsque Hind Rajab, enfant de six ans, a perdu la vie dans les bombardements lors de son évacuation de Gaza. Construit à partir d'enregistrements audio authentiques, le long-métrage privilégie une esthétique du silence et de la tension psychologique pour restituer l'expérience d'un enfant abandonnée.

Cette production s'est d'ores et déjà distinguée en remportant le "Lion d'argent du Grand Prix du Jury" à la Mostra de Venise, reconnaissance honorifique réservée au deuxième meilleur film du festival. Ses producteurs exécutifs comptent parmi les figures prestigieuses du cinéma hollywoodien : Brad Pitt, Joaquin Phoenix, Rooney Mara, ainsi que les réalisateurs oscarisés Jonathan Glazer et Alfonso Cuarón.

Égypte, Maroc et Irak : diversité narrative

L'Égypte présente "Joyeux



anniversaire", réalisé par Sarah Goher, qui dépeint le parcours d'une jeune domestique de huit ans s'efforçant d'organiser les festivités d'anniversaire de son jeune maître issu de la bourgeoisie cairote.

Le Maroc expose "Calle Malaga", œuvre de Maryam Touzani, dont la narrative s'articule autour d'une femme déterminée à préserver le patrimoine immobilier familial au Maroc face à l'intention de sa fille de le commercialiser.

Irak contribue avec "Le gâteau du président", réalisé par Hasan Hadi. Ce film explore l'univers totalitaire par le prisme d'un enfant de neuf ans contrainte de confectionner un gâteau d'anniversaire destiné au chef d'État, sous menace de représailles.

Égypte-Suède : croisement des traditions

"Les Aigles de la République", création du cinéaste suédo-égyptien Tarik Saleh, s'inscrit dans une trajectoire de déclin social et de dégradation réputationnelle, mettant en scène un acteur égyptien de cinéma dont l'image publique s'effondre irrémédiablement.

Enjeux et perspectives

L'absence problématique de l'Algérie

Cette lacune revêt une dimension particulièrement significative puisqu'il s'agit, de la troisième édition consécutive depuis 2020 que notre pays rate les Oscars, marquant ainsi un recul remarquable pour une nation autrefois prestigieuse sur la scène cinématographique mondiale.

L'année précédente, le film policier "196 mètres", réalisé par Chakib Taleb-Bendiab, avait été sélectionné pour représenter l'Algérie. Malgré les attentes placées dans cette production, celle-ci n'a pas dépassé le premier tour de sélection, illustrant la difficulté croissante du cinéma algérien à s'imposer dans les instances internationales les plus prestigieuses.

Néanmoins, cette déroute actuelle ne doit pas occulter le rayonnement historique indéniable de la cinématographie algérienne. L'Algérie demeure titulaire du record de participation d'un pays africain et arabe aux Oscars, avec trois nominations et une consécration majeure en 1970 grâce au film "Z" du

réalisateur Costa Gavras, œuvre qui transcenda largement les frontières nationales algériennes. Cette victoire demeure emblématique du potentiel créatif et de la reconnaissance internationale dont a bénéficié le cinéma algérien à son apogée.

Cette absence répétée révèle les défis substantiels auxquels font face les mécanismes de soutien institutionnel à la cinématographie algérienne dans sa projection internationale, contrastant fortement avec l'héritage prestigieux et les contributions significatives du pays au cinéma africain et arabe.

Parallèlement, la consécration de l'actrice libanaise Maya Acra, principalement connue pour sa prestation dans "Anora", qui a remporté cinq statuettes dont celle du meilleur film, illustre la capacité des talents arabes à s'imposer dans les instances prestigieuses du cinéma mondial, contrastant avec la représentation limitée des pays arabes dans les catégories internationales.

La participation de six nations arabes à la 98e cérémonie des Oscars témoigne d'une dynamique cinématographique régionale complexe. Cependant, l'absence prolongée de l'Algérie soulève des interrogations importantes sur la viabilité des structures de financement et de promotion du cinéma national, particulièrement en comparaison avec son statut historique de leader cinématographique africain et arabe.

Tribune de la Critique Citoyenne

Timimoun inaugure le Prix des «Clubs de cinéma algériens» pour dynamiser le débat national

Sara Boueche

Le paysage cinématographique algérien s'enrichit d'une nouvelle distinction significative. Le commissariat du Festival international du court métrage de Timimoun (FICMT), dont la première édition se tiendra du 13 au 18 novembre prochain, a procédé à l'annonce formelle de la création du Prix des «Clubs de cinéma algériens».

Cette initiative novatrice se veut un hommage explicite à la tradition du débat et de la

critique éclairée. Elle octroie aux ciné-clubs de l'ensemble du territoire national une plateforme privilégiée pour exercer leur influence sur la perception et la valorisation des œuvres présentées.

Une reconnaissance de l'esprit critique

Selon le communiqué officiel du festival, ce prix sera décerné par un jury entièrement composé de représentants des ciné-clubs eux-mêmes. Il ambitionne de «récompenser le film qui parvient à stimuler la réflexion, construire

une conscience collective et faire de l'image un outil de remise en question et d'inspiration». L'accent est ainsi mis sur le potentiel du cinéma comme vecteur de transformation sociale et d'éveil.

Soutien institutionnel et vision stratégique

La Ministère de la Culture et des Arts a accueilli cette démarche avec enthousiasme. Elle a qualifié l'établissement de ce prix de «démarche exemplaire» visant à «renforcer la contribution des ciné-clubs» au débat national

sur «l'esthétique et les enjeux du cinéma».

Cette adhésion institutionnelle s'inscrit clairement dans la «vision du ministère à soutenir les initiatives créatives et promouvoir le rôle du cinéma comme acteur culturel vivant au sein de la société». En plaçant les ciné-clubs au cœur du processus de sélection et de jugement, le Festival de Timimoun positionne résolument le court métrage comme un catalyseur du dialogue citoyen et de la pensée critique en Algérie.





« The Voice of Hind Rajab » Le cinéma tunisien en quête de reconnaissance sur la scène européenne majeure

Sara Boueche

La Tunisie franchit un cap institutionnel aux European Film Awards 2026

Le film « The Voice of Hind Rajab » (La Voix de Hind Rajab), réalisé par Kaouther Ben Hania et présenté comme candidat tunisien aux Oscars 2026, figure parmi les productions retenues pour la 38ème édition des European Film Awards, cérémonie qui se tiendra le 17 janvier 2026 à Berlin. Cette sélection constitue une reconnaissance significative du cinéma tunisien sur la scène institutionnelle européenne, témoignant de la portée internationale d'une création artistique ancrée dans une réalité contemporaine majeure.

Un processus de sélection rigoureux et inclusif

Les European Film Awards, récompensant annuellement les productions cinématographiques les plus remarquables du continent, constituent l'un des prix cinématographiques les plus prestigieux d'Europe. Organisés conjointement par l'European Film Academy et l'European Film Academy Productions, ces distinctions s'appuient sur un processus de sélection impliquant des milliers de votants.

Sur la base de 67 longs-métrages présélectionnés, l'Académie



a retenu 44 longs métrages, 15 documentaires et 8 films d'animation, provenant de 34 pays européens. Cette liste finale intègre 27 productions réalisées ou co-réalisées par des femmes, reflétant ainsi l'engagement de l'Académie envers la parité et la diversité créative. Selon l'Académie, cette sélection « cristallise l'excellence du cinéma européen, démontrant la variété et la créativité à travers tout le continent », et s'inscrit dans le cadre des normes formelles de diversité et d'inclusion adoptées par l'institution.

Une présence arabe et méditerranéenne consolidée

La présence de « The Voice of Hind Rajab » au sein de la compétition des longs métrages de fiction s'accompagne d'autres productions appartenant à

l'espace géoculturel arabe et méditerranéen. Figurent également dans cette sélection « The Little Sister » de la réalisatrice franco-tunisienne Hafsia Herzi, ainsi que « Once Upon a Time in Gaza » des frères Tarzan et Arab Nasser et « Palestine 36 » d'Annemarie Jacir. Cette représentation témoigne d'une reconnaissance accrue des cinématographies périphériques par les institutions cinématographiques centrales du continent.

Enjeux narratifs et puissance testimoniale

Le film de Kaouther Ben Hania—écrit et réalisé par cette dernière, coproduit par Tanit Films (Tunisie) en partenariat avec Film4 Productions et Film Four (France)—constitue une hybridation générique entre

fiction et documentaire. Fondé sur un événement ayant réellement marqué le conflit gazaoui contemporain, ce docufiction de 89 minutes relate l'expérience traumatique de Hind Rajab, une enfant palestinienne de six ans, disparue dans un véhicule sous les bombardements intensifs à Gaza après la perte de sa famille. Porté par un casting entièrement palestinien (Amer Hlehel, Clara Khoury, Motaz Malhees et Saja Kilani), le film a suscité une réception critique exceptionnelle. À la 82ème Mostra de Venise—où il a effectué sa première mondiale—il a remporté le Lion d'argent et le Grand Prix du jury, complétés par six prix parallèles. Sa projection a été marquée par une ovation debout d'une durée remarquable de 23 minutes. Au 73e Festival de San Sebastián, il a également conquis le prix du public de la section Perlak. Cette accumulation de distinctions confirme l'impact viscéral et la dimension universelle de la proposition artistique.

Calendrier et procédure de nomination

Le processus d'attribution de l'Académie déploie un calendrier institutionnel s'échelonnant jusqu'à la cérémonie finale. Les nominations dans les catégories majeures (Film européen, Réalisateur européen, Découverte européenne, Documentaire

européen, Long métrage d'animation européen, ainsi que les catégories d'interprétation et d'écriture) seront annoncées le 18 novembre 2025 à Séville, lors du 22e Festival du cinéma européen, selon une procédure impliquant les 5 400 membres de l'Académie du cinéma européen. Les nominations dans les domaines techniques seront rendues publiques le 26 novembre 2025, tandis que la cérémonie de remise des prix se déroulera à Berlin le 17 janvier 2026.

Portée et résonances contextuelles

La trajectoire de « The Voice of Hind Rajab » s'inscrit dans un contexte géopolitique et culturel complexe. Sortie en Tunisie le 17 septembre 2025, sa distribution publique a coïncidé avec une mobilisation internationale pour Gaza, conférant au film une temporalité et une charge politique inhérentes à son sujet. Bénéficiant du soutien d'institutions culturelles majeures—notamment une aide du Fonds d'encouragement à la création artistique tunisien et du programme de bourses de l'Institut du Film de Doha—ce projet affirme le rôle du cinéma comme médium de témoignage et d'articulation des enjeux humains contemporains.

Jazzmean à Tunis Quand le jazz devient un langage universel de transmission culturelle

Sara Boueche

Une deuxième édition qui réaffirme le jazz comme vecteur de dialogue civilisationnel

Le Club culturel Tahar-Haddad de Tunis accueillera, du 24 au 27 octobre 2025, la deuxième édition du Festival Jazzmean, manifestation culturelle majeure qui marque l'ouverture de la saison 2025-2026. Placé sous le patronage de la Délégation régionale des affaires culturelles de Tunis, cet événement témoigne d'une ambition culturelle claire : transformer le jazz en véritable instrument de dialogue interculturel et de création artistique collective.

Sémantique et symbolique d'une dénomination réfléchie

L'appellation « Jazzmean » ne relève pas du hasard onomastique, mais d'une démarche conceptuelle cohérente. Cette fusion entre « jazz »—genre caractérisé par la liberté d'expression, l'improvisation et la créativité—et l'adjectif anglais « mean », signifiant « signifier » ou « avoir du sens », incarne une vision philosophique du jazz transcendant la performance musicale. Le festival se positionne ainsi comme un espace d'interrogation : celui du « sens du jazz », c'est-à-dire de sa profondeur, de sa portée existentielle et de son potentiel dialogique à travers le medium musical.

Cette dimension sémiotique révèle l'intention déclarée des organisateurs : repenser le jazz comme langage universel, vecteur de messages, de récits

et d'émotions accessibles au-delà des clivages générationnels et culturels. Le festival rompt délibérément avec une conception superficielle du jazz comme simple divertissement, pour le réinscrire dans une démarche artistique réflexive et humaniste.

Une programmation articulée autour de la transmission et de la découverte

Sur quatre jours, la manifestation conjugue masterclasses pédagogiques et performances artistiques mettant en lumière la vitalité de la scène jazz tunisienne. Le premier jour, vendredi 24 octobre, s'ouvre par une masterclass (11h00) animée par Omar Elouer, suivie d'un concert du Musk Trio (19h00), formation incarnant la synthèse entre improvisation moderne et esthétiques méditerranéennes. Le

samedi 25 octobre, Wassim Ben Rhouma offre successivement une masterclass matinale et une prestation en soirée explorant les textures du jazz contemporain.

La programmation se poursuit dimanche 26 octobre avec le concert très attendu du Ahmed Ajabi Sextet, intitulé « Bop Elation », lequel revisite le hard bop et ses figures tutélaires avec virtuosité et fraîcheur. Enfin, le festival s'achève lundi 27 octobre par une prestation du Taqasim Revival Sextet dirigé par Fawzi Chekili, figure emblématique de la guitare tunisienne. Cette formation cristallise l'hybridation entre jazz occidental, maqâm oriental et improvisation dans une ambiance d'introspection raffinée.

Espace de transmission : au-delà du concert

Jazzmean se définit comme un dispositif de transmission artistique et culturelle. Les masterclasses quotidiennes matinales établissent un espace privilégié d'échange entre musiciens confirmés et jeunes talents, permettant aux participants d'accéder aux arcanes techniques et expressifs du jazz, et de s'imprégner des univers créatifs de praticiens reconnus.

En s'implantant dans la dynamique culturelle de la Médina tunisienne, le festival consolide la présence du jazz sur la scène nationale tout en lui conférant une identité résolument tunisienne, affirmant que le jazz—loin d'être une importation exogène—constitue un medium artistique légitime de la création culturelle méditerranéenne contemporaine.



Cette boisson chaude du quotidien pourrait freiner la formation du tartre, selon des chercheurs

D'après des chercheurs, la consommation d'une simple boisson chaude permettrait d'éliminer le tartre dentaire. Mais faut-il pour autant l'adopter les yeux fermés ? Trois experts nous donnent leur avis. Si prendre rendez-vous chez son dentiste reste recommandé pour éliminer le tartre, une boisson du quotidien pourrait aider à limiter la prolifération de bactéries responsables de la plaque dentaire. Une boisson aux multiples effets Selon une récente étude parue dans le Journal of Periodontology, une consommation régulière de thé vert non sucré serait corrélée à une diminution de la plaque dentaire et à une amélioration de la santé gingivale. Les catéchines (des polyphénols antioxydants présents dans le thé vert) stopperaient en effet la croissance des micro-organismes responsables de la formation de la plaque. En outre, le thé vert favoriserait l'auto-nettoyage naturel de la



bouche (effectué en partie par la salivation) permettant ainsi de prévenir les caries. Pour profiter de ces bienfaits, boire du thé vert à raison de deux à trois tasses par jour, en fin de repas, serait recommandé. Mais que pensent nos experts des effets du thé vert ? Nous avons posé la question à trois spécialistes... et voici leur avis. Thé vert et santé buccale : l'avis de nos experts D'après le Dr Jérémie Amzalag, chirurgien-dentiste et auteur de l'encyclopédie médico dentaire

Capital dents, les effets anti-tartre du thé vert restent limités. «Il est indiqué en conclusion qu'il existe une association inverse modeste entre la consommation de thé vert et la maladie parodontale. Pas de quoi donc en tirer des bénéfices miraculeux», prévient-il. «Ceci étant, le thé vert ne peut pas faire de mal, en dehors du fait de colorer les dents sur le long terme», précise-t-il. Le Dr Loïc Ballongue, de son côté, se montre plus convaincu. «La consommation de thé vert est bénéfique, à condition

qu'elle s'ajoute à une hygiène dentaire correcte et un contrôle annuel par un praticien sérieux», précise le chirurgien-dentiste. Ainsi, le thé vert ne peut se substituer à une hygiène dentaire rigoureuse : il ne dissout pas le tartre déjà présent, qui ne peut être éliminé que par un détartrage professionnel, et son effet préventif reste limité si le brossage quotidien et le nettoyage interdentaire ne sont pas réalisés. «L'effet antibactérien du thé vert dépend également de la manière dont il est consommé, de sa qualité et de la fréquence de consommation», ajoute Julie Boët, diététicienne nutritionniste. De façon globale, «boire du thé vert est une bonne idée car cette boisson offre de nombreux bénéfices généraux pour la santé, notamment un effet protecteur contre le stress oxydatif, un soutien pour le métabolisme et une contribution à une meilleure santé cardiovasculaire», ajoute-t-elle. Tartre et nutrition : de

bonnes pratiques à adopter L'alimentation joue un rôle indirect mais non négligeable dans la formation de tartre. • Les aliments riches en sucres simples, «comme les boissons sucrées, les pâtisseries ou les biscuits, constituent un véritable carburant pour les bactéries buccales, qui produisent des acides capables d'endommager l'émail et de favoriser la plaque dentaire», confirme Julie Boët. • Le grignotage fréquent limite également «le temps pendant lequel la salive peut neutraliser ces acides et nettoyer naturellement la bouche», poursuit-elle ; • À l'inverse, des aliments riches en fibres, comme les fruits et légumes crus, «peuvent exercer un effet mécanique bénéfique sur les dents, et une bonne hydratation aide à maintenir la salivation constitue la première barrière naturelle contre la plaque et le tartre», conclut l'experte.

Vous souffrez de troubles digestifs ? Ces 5 aliments sont peut-être en cause

Certains aliments, pourtant anodins, peuvent bouleverser notre digestion. Une diététicienne-nutritionniste révèle lesquels éviter pour préserver un transit harmonieux. Avoir le ventre gonflé, lourd ou douloureux après un repas n'a rien d'anodin. Selon Julie Boët, diététicienne-nutritionniste, ces troubles digestifs proviennent souvent de nos assiettes. Crème fraîche, eau pétillante ou fritures : certains produits, consommés en excès, ralentissent la digestion et irritent l'intestin. Pourquoi certains aliments perturbent la digestion ? Lorsqu'on consomme un repas riche ou trop gras, l'estomac doit redoubler d'efforts pour sécréter les enzymes et sucs gastriques nécessaires à la digestion. Résultat : lourdeurs, ballonnements, reflux et parfois douleurs abdominales. Comme le rappelle Julie Boët, «la digestion est un processus complexe qui peut être perturbé par certains aliments, entraînant ballonnements, acidité, douleurs abdominales ou encore constipation». Ces

réactions sont d'autant plus marquées lorsque les repas sont riches en graisses saturées, sucres ou produits transformés. Les 5 aliments les plus néfastes pour le transit L'experte identifie cinq catégories d'aliments à limiter pour favoriser une digestion fluide : • Les aliments riches en graisses saturées : «Les fritures, la charcuterie et certains plats industriels, sont particulièrement difficiles à digérer. En effet, les graisses ralentissent la vidange gastrique, ce qui peut provoquer une sensation de lourdeur et favoriser les reflux gastro-œsophagiens. De plus, leur excès perturbe la flore intestinale et favorise l'inflammation du système digestif, pouvant aggraver certains troubles comme le syndrome de l'intestin irritable», explique-t-elle ; • Les produits laitiers riches en lactose : «Ils posent problème pour une grande partie de la population adulte, qui ne produit pas suffisamment de lactase, l'enzyme nécessaire à leur digestion. Chez les personnes

intolérantes, la consommation de lait, de crème ou même de certains fromages peut entraîner des ballonnements, des douleurs abdominales et des diarrhées. Même chez ceux qui les tolèrent, une surconsommation de produits laitiers peut provoquer une irritation intestinale et favoriser la production de mucus en excès», ajoute la diététicienne ; • Les boissons gazeuses : «Elles peuvent sembler inoffensives, mais elles entraînent une accumulation de gaz dans l'estomac, provoquant des ballonnements et des éructations. De plus, les sodas riches en sucre ou en édulcorants artificiels perturbent l'équilibre de la flore intestinale et favorisent l'inflammation, pouvant contribuer à des troubles digestifs chroniques», note la spécialiste ; • L'alcool : «Il irrite directement la muqueuse gastrique, augmentant le risque de reflux acide et de brûlures d'estomac. Il altère également la motilité intestinale, ce qui peut provoquer aussi bien de la diarrhée que de la constipation. Une consommation



excessive d'alcool peut en outre perturber la production d'enzymes digestives et abîmer la paroi intestinale, réduisant ainsi l'absorption des nutriments essentiels», avertit Julie Boët ; • Les édulcorants artificiels : «Présents dans de nombreux produits «sans sucre», ils sont mal absorbés par l'intestin et fermentent sous l'action des bactéries intestinales. Résultat : ballonnements, douleurs et parfois même des diarrhées importantes sont à prévoir», précise la nutritionniste. Les bons réflexes pour une digestion plus légère Limiter ces aliments est un premier

pas vers un confort digestif durable. Julie Boët recommande également de miser sur des produits simples et riches en fibres douces : «Privilégiez les aliments riches en fibres solubles comme les légumes cuits, les compotes de fruits et les céréales complètes, qui facilitent un transit harmonieux sans irriter l'intestin. Une bonne mastication permet aussi d'alléger le travail du système digestif. Enfin, boire suffisamment d'eau tout au long de la journée et en dehors des repas, tout en limitant les excitants comme l'alcool et le café, aide à préserver une digestion fluide et confortable».



Chocolat croustillant crunch La recette pour faire votre tablette à la maison

Et si vous pouviez recréer chez vous la tablette mythique de votre enfance ? Margaux du Meilleur Pâtissier saison 9 et Eva de @foooooooodiizz s'unissent pour réinventer le célèbre Crunch : une version maison, croustillante, fondante, et diablement régressive.

Souvenez-vous du bruit. Ce "crunch" franc, irrésistible, celui qui annonçait la première bouchée d'une tablette croquante et sucrée. Avec leur recette commune, Margaux LMP9, finaliste du Meilleur Pâtissier sur M6, et Eva de @foooooooodiizz, reine des recettes simples et fun, redonnent vie à ce son d'enfance. L'une incarne la précision et la douceur pâtissière, l'autre la créativité du quotidien — ensemble, elles forment un duo aussi gourmand qu'ingénieux. Leur tablette maison, inspirée du mythique chocolat Crunch, s'inscrit dans cette tendance régressive qui nous ramène, le

temps d'un carré, aux goûters de cour de récré. Un hommage à la simplicité, au plaisir sans filtre, à ce petit bonheur sucré qu'on partage ou qu'on garde jalousement. Entre fondant et croustillant, la recette joue sur la nostalgie et la modernité : moins sucrée, plus pure, et surtout, faite maison.

La recette du Crunch maison : facile, rapide et délicieusement croustillante

Ingrédients :

Riz soufflé nature
Chocolat au lait ou noir selon vos goûts
50 g de riz soufflé environ pour 250 g de chocolat

Étapes :

Commencez par faire griller légèrement le riz soufflé à sec dans une poêle, poignée par poignée, jusqu'à ce qu'il gonfle et devienne doré. Surveillez bien la cuisson : les grains doivent rester légers et croustillants sans brûler.



Pendant ce temps, faites fondre doucement le chocolat au bain-marie ou au micro-ondes (puissance moyenne par tranches de 30 secondes). Utilisez un chocolat de qualité — c'est le secret d'un goût profond et équilibré. Versez ensuite le riz soufflé dans le chocolat fondu et mélangez délicatement jusqu'à ce que tous les grains soient bien enrobés.

Tapissez un moule rectangulaire de papier sulfurisé et versez la préparation. Étalez-la de manière uniforme, puis laissez refroidir à température ambiante avant de placer au réfrigérateur pendant au moins deux heures. Démoulez, cassez en carrés, et savourez : la texture est parfaite, le croustillant intact, le goût incomparable. Le secret du croquant parfait

Tout réside dans le choix du chocolat et la température : un chocolat trop chaud ramollirait le riz soufflé, un chocolat trop froid le figerait sans brillance. L'idéal : une fonte lente, autour de 45 °C, pour garder tout le croquant et la brillance du cacao.

Une autre astuce revient à ajouter une pincée de fleur de sel dans le mélange — elle sublime le chocolat et fait ressortir ses arômes, tout en apportant cette pointe de contraste qui rend chaque bouchée inoubliable.

Et pour varier les plaisirs, laissez libre cours à votre imagination : noisettes concassées, riz soufflé au cacao, éclats de spéculoos ou même quinoa soufflé pour une version healthy et audacieuse. Et vous, quelle saveur d'enfance aimeriez-vous recréer à la maison?

«Bubble braids» L'astuce d'une coiffeuse pour ajouter un twist à votre queue-de-cheval



Vous souhaitez apporter une touche d'originalité à votre queue-de-cheval ? Pour cela, rien de tel qu'adopter les "bubble braids", selon une coiffeuse.

Si les coiffures peuvent être un bon moyen de pimenter ses looks au quotidien, difficile d'avoir de l'inspiration tous les jours. Parmi les coiffures tendances de cet automne, comment ne pas citer le bleph bun, adopté par de nombreuses stars, ou encore le tendy hair, qui revient tout droit des années 2000.

Mais si votre "go to" est de porter vos cheveux attachés en queue-de-cheval, il existe également de nombreux moyens pour rendre cette simple coiffure tendance. Vous souhaitez ajouter un twist à votre queue-de-cheval ? Que ce soit pour une occasion spéciale ou pour changer de votre coiffure quotidienne, la coiffeuse de stars Ashley Streicher, a partagé dans les colonnes du média américain Parade, son astuce simple et rapide pour améliorer son look, en adoptant les "bubble braids".

Les conseils de la coiffeuse pour



adopter les "bubble braids"

D'après celle qui a déjà coiffé Emily Blunt, ou encore Lily James, les "bubble braids" sont parfaites pour celles qui souhaitent adopter une coiffure originale et moderne, sans avoir des compétences avancées en stylisme capillaire. "Les "bubble braids" ne sont pas de véritables tresses, mais plutôt des queues-de-cheval séparées par des élastiques, avec des mèches de cheveux tirées entre les élastiques pour créer un effet bouffant volumineux dans chaque section", détaille l'experte. Selon

elle, cette coiffure inspirée des années 2000 est idéale pour une fête, un concert, ou simplement si vous souhaitez ajouter une touche fantaisiste à votre tenue. Si vous souhaitez tester les "bubble braids", la coiffeuse a expliqué pas à pas comment réaliser cette coiffure originale et tendance : Attachez vos cheveux en queue-de-cheval lisse ou désordonnée, selon vos préférences ; ajoutez des élastiques à quelques centimètres d'intervalle sur toute la longueur ;

au fur et à mesure, tirez doucement sur les mèches de cheveux entre les élastiques, pour créer des "bulles" ; vous pouvez plus ou moins gonfler les cheveux, afin de rendre la coiffure plus volumineuse ; vous pouvez également jouer avec cette coiffure à l'infinie, en attachant vos cheveux en queue-de-cheval plus ou moins haute, en variant l'espace entre les élastiques pour créer des "bulles" de différentes tailles, ou en ajoutant des pinces pour masquer les élastiques. Ce qu'il faut retenir sur les "bubble braids" Selon une coiffeuse de célébrité, les "bubble braids" sont une coiffure simple pour ajouter une touche d'originalité à une queue-de-cheval. Pour adopter ce look, il suffit de mettre des élastiques à différents intervalles sur sa queue-de-cheval, puis de gonfler les cheveux pour créer du volume et des "bulles". Cette coiffure peut être adaptée à vos goûts et à l'occasion, en jouant avec la hauteur de la queue-de-cheval, l'espacement entre les élastiques, ou encore la taille des "bulles".

Mercato de la mode

Les femmes toujours écartées des postes-clés

Très présentes à tous les niveaux de production de l'industrie, les femmes restent cantonnées aux rôles artisanaux, selon certains analystes, tandis que les hommes sont présentés comme des visionnaires de la mode.

La nomination la semaine dernière de Maria Grazia Chiuri à la tête de Fendi ne change pas la donne : malgré leur rôle historique dans l'industrie de la mode, les femmes restent largement écartées des postes créatifs. Reflet d'un mercato des directeurs artistiques inédit, les dernières Fashion Weeks de septembre et octobre ont vu le baptême du feu d'une douzaine de nouveaux créateurs à la tête de grandes maisons. À Paris, Chanel, Dior, Balenciaga, Loewe ou encore Jean Paul Gaultier ont présenté les premières collections de leurs nouveaux directeurs artistiques. À Milan, Gucci, Versace et Bottega Veneta ont fait de même.

Dans un seul cas, la nouvelle recrue était une femme : la Britannique Louise Trotter chez Bottega Veneta. À l'inverse, son prédécesseur Matthieu Blazy, désormais directeur artistique de Chanel, et Jonathan Anderson, chez Dior, ont tous deux pris la suite respectivement des stylistes Virginie Viard et Maria Grazia Chiuri.

La mainmise de grands patrons conservateurs

«Il semblait qu'il y avait une pe-



tite ouverture (pour les femmes) juste avant le Covid», a expliqué à l'AFP la Belge Karen Van Godtsenhoven, spécialiste de mode à l'université de Gand en Belgique et conservatrice invitée de l'exposition Women Dressing Women au Metropolitan Museum of Art de New York en 2023. «Mais le Covid a joué un rôle dans la société en général en faisant revenir des modes de pensée plus conservateurs et réactionnaires. Pour l'industrie de la mode, cela a signifié un retour aux vieilles certitudes du designer masculin solitaire», a-t-elle poursuivi.

Pour l'autrice américaine Dana Thomas, spécialiste de l'industrie du luxe, ce recul s'explique par la mainmise de grands patrons conservateurs et relative-

ment âgés à la tête de groupes comme LVMH, Kering ou Chanel. Selon elle, Chanel, «fondée par la femme la plus célèbre et influente de la mode», Gabrielle «Coco» Chanel, «a manqué une opportunité en ne recrutant pas une femme» directrice artistique. Le mythe du «créateur de génie» La griffe au double C est loin d'être la seule : créées par des femmes, les maisons Lanvin, Nina Ricci, Schiaparelli ou encore Celine «ont toutes des hommes comme directeurs artistiques aujourd'hui», observe Dana Thomas.

Les nominations de Sarah Burton chez Givenchy l'an dernier et de Maria Grazia Chiuri la semaine dernière chez Fendi – où elle avait commencé sa carrière, quatre mois après son départ de

Dior – font figure d'exception. La styliste italienne de 61 ans, qui présentera sa première collection lors de la Fashion Week automne-hiver 2026-2027 de Milan en février 2026, succède à Silvia Venturini Fendi, héritière des fondateurs de la griffe, devenue le 1er octobre présidente d'honneur de la maison romaine qui a fêté cette année ses 100 ans. Exception qui confirme la règle, après trente-sept ans passés à la tête du vestiaire masculin d'Her-mès, la styliste française Véronique Nichanian présentera en janvier 2026 son dernier défilé pour la maison lors de la semaine de la mode parisienne automne-hiver 2026-2027. Sera-t-elle remplacée par une femme ?

Plusieurs facteurs expliquent cette domination masculine, analyse le sociologue français Frédéric Godart, chercheur à l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD). Il évoque d'abord une industrie «historiquement dominée par des hommes», marquée par des rythmes de travail très exigeants et peu compatibles avec les contraintes familiales dont les femmes portent souvent la charge, sans oublier des inégalités salariales persistantes. Il pointe aussi le mythe du «créateur de génie» qui continue d'influencer les décideurs.

Karen Van Godtsenhoven remarque que les dernières femmes designers chez Chanel et Dior étaient perçues comme des figures de transition ou de

continuité. Elle déplore que les femmes restent cantonnées «aux rôles artisanaux», car très présentes à tous les niveaux de production, tandis que les hommes sont considérés comme des visionnaires de la mode.

Nouvelle génération

Les talents féminins ne manquent pourtant pas dans le secteur et les écoles de mode continuent de former une majorité de femmes stylistes. Elles sont aussi bien représentées dans les postes de direction. Les maisons Chanel, Gucci et Dior sont ainsi dirigées par des femmes – respectivement Leena Nair, Francesca Bellettini et Delphine Arnault. Chez Kering, elles occupent 58% des postes de management et représentent la moitié du comité exécutif. Sollicité à ce sujet par l'AFP, LVMH n'a pas donné suite.

Face aux difficultés d'ascension vers le sommet, certaines créatrices comme Iris van Herpen, Molly Goddard ou Simone Rocha ont décidé de suivre la voie tracée par la pionnière Donna Karan en créant leurs propres maisons. «Il y a toute une génération de femmes vraiment, vraiment talentueuses, et elles n'ont tout simplement pas les opportunités», regrette Dana Thomas.

Cambriolage au Louvre

La galerie d'Apollon, une salle qui abrite les diamants de la couronne de France

Cette galerie conçue à la gloire de Louis XIV abrite des gemmes exceptionnelles, dont la plus célèbre est le diamant blanc appelé «Le Régent».

La galerie abrite surtout en son centre et sous vitrines les diamants de la couronne de France, la collection royale de gemmes. Il s'agit d'une collection de bijoux de la monarchie française, des premier et second Empires, et de la République française, dont l'origine remonte à François 1er (1494-1547).

Les bijoux dérobés sont d'une «valeur inestimable», a déclaré le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, invité de France Inter/Franceinfo/Le Monde. Auraient été pillées en particulier les vitrines «bijoux Napoléon» et «bijoux des souverains français». La pièce la plus célèbre de la collection est le diamant blanc «Le Régent», acheté par Philippe



d'Orléans en 1717 et conservé au Louvre depuis 1887. Il s'agit d'un des diamants les plus célèbres au monde», selon le musée du Louvre(Nouvelle fenêtre), avec «140 carats, un poids, une taille et une pureté exceptionnelle».

«Quelques joyaux qui témoignent encore du faste royal» Remarquable également, le dia-

mant rose dit «Hortensia». Acheté par Louis XIV, qui le portait à la boutonnière, il a ensuite orné les épaulettes de Napoléon 1er, puis le peigne de l'impératrice Eugénie sous Napoléon III.

«Malgré les vicissitudes d'une histoire troublée, faites de vols, de dispersions et de ventes, quelques joyaux témoignent encore du faste royal», décrit le site



du musée du Louvre(Nouvelle fenêtre). «La pierre la plus ancienne est le spinelle dit «Côte-de-Bretagne» car entré dans le trésor grâce à la reine Anne de Bretagne. Trois diamants historiques, Le Régent, Le Sancy et L'Hortensia, ont orné les habits ou les couronnes des souverains. Sont aussi conservées des parures spectaculaires créées au

XIXe siècle, comme celles en émeraudes et diamants de l'impératrice Marie-Louise.»

Outre les parures et couronnes, une nef en lapis-lazuli, une coupe verte en jade, une aiguière en agate et un vase en cristal de roche font partie des plus belles pièces exposées.

ANNABA / OCTOBRE ROSE

La professeure Guellati Wafa alerte sur les risques liés aux traitements hormonaux et aux contraceptifs oraux

Sihem.Ferdjallah

Dans le cadre de la célébration d'octobre Rose lié au cancer du sein, la professeure Guellati Wafa, spécialiste en gynécologie et obstétrique, a mis en garde contre l'usage non encadré de certains traitements hormonaux, notamment les médicaments utilisés pour traiter les troubles de la fertilité ainsi que les pilules contraceptives. Intervenant sur les ondes de Radio El Jadid – Annaba, la chercheuse a rappelé que ces substances, bien que couramment prescrites, figurent parmi les principaux facteurs pouvant accroître le risque de développer un cancer du sein, si elles ne sont pas administrées sous un strict contrôle médical.

Selon la professeure Galati, le rôle des hormones dans le développement du cancer du sein est aujourd'hui bien documenté. Les traitements visant à stimuler l'ovulation ou à réguler le cycle menstruel entraînent souvent une augmentation du taux d'œstrogènes et de progestérone dans l'organisme, deux hormones dont la surproduction peut



favoriser la prolifération anormale des cellules mammaires. « Ces médicaments ne doivent jamais être pris sans prescription médicale ni sans suivi gynécologique régulier », a-t-elle insisté. Elle ajoute que l'automédication et le prolongement du traitement au-delà de la durée recommandée constituent des comportements à haut risque.

De même, l'usage prolongé de la pilule contraceptive peut également contribuer à un déséquilibre hormonal. Si les contraceptifs oraux demeurent un moyen efficace de planification familiale,

leur composition hormonale n'est pas sans effet secondaire. La spécialiste souligne que le risque est particulièrement élevé chez les femmes présentant des antécédents familiaux de cancer du sein ou de l'utérus, ou chez celles âgées de plus de 35 ans et ayant déjà utilisé des hormones pendant plusieurs années. Le message de la professeure Galati Wafa s'inscrit dans une démarche préventive et éducative. Elle rappelle que la prévention reste la meilleure arme contre le cancer du sein, maladie qui demeure la première cause de mortalité par

cancer chez la femme en Algérie. Chaque année, des milliers de nouveaux cas sont diagnostiqués, souvent à un stade avancé, faute de dépistage précoce. Pour réduire cette incidence, la gynécologue préconise une vigilance accrue, une consultation régulière, et surtout une mammographie annuelle à partir de 40 ans.

Elle insiste également sur l'importance de l'auto-examen mensuel des seins, un geste simple qui permet à la femme de détecter rapidement toute anomalie : boule, induration, écoulement ou changement de forme. « Le dépistage précoce augmente considérablement les chances de guérison. Plus le cancer est détecté tôt, plus le traitement est léger et efficace », a-t-elle précisé.

L'intervention de la professeure Galati s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale menée en octobre, mois symbolique de la lutte contre le cancer du sein, marquée par des actions de sensibilisation, des conférences, des journées portes ouvertes dans les hôpitaux et des

dépistages gratuits. Ces initiatives visent à encourager les femmes à prendre conscience des facteurs de risque liés au mode de vie moderne, notamment la sédentarité, le stress, l'alimentation déséquilibrée, le tabagisme, et l'exposition excessive aux hormones de synthèse.

Enfin, la spécialiste a tenu à rappeler que le progrès médical ne dispense jamais de prudence. Les traitements de la stérilité et les moyens contraceptifs représentent des avancées considérables dans la santé reproductive féminine, mais leur utilisation doit toujours être encadrée, personnalisée et adaptée à chaque patiente. « Les bénéfices de ces traitements ne doivent pas faire oublier leurs effets secondaires potentiels. Une bonne médecine, c'est avant tout une médecine de suivi et de prévention », a conclu la professeure Galati Wafa.

En cette période d'Octobre Rose, son appel résonne comme un message de responsabilité et d'espoir : protéger la vie féminine passe par la connaissance, la vigilance et le dépistage.

ANNABA : La wilaya s'implique dans la célébration des journées mondiales de la nutrition et des femmes rurales

Sihem.Ferdjallah

Sous la supervision du Secrétaire général de la wilaya, chargé de la gestion des affaires de la wilaya d'Annaba, la Direction des Services Agricoles et la Chambre d'Agriculture ont organisé, avant-hier dimanche, une double célébration à l'occasion de la Journée mondiale de l'Alimentation et de la Journée mondiale de la Femme rurale.

Placées cette année sous les thèmes « Main dans la main pour des aliments et

un avenir meilleurs » et « L'autonomisation de la femme rurale pour une diversité agricole et économique locale prometteuse », ces manifestations ont rassemblé un large public à l'École de formation technique en pêche maritime et en aquaculture.

L'événement, organisé en collaboration avec l'Union nationale des paysans algériens et de nombreux partenaires institutionnels, a connu une forte participation d'agriculteurs, d'éleveurs,



de femmes rurales, de représentants des conseils professionnels, d'associations

et de coopératives agricoles. Des enfants en situation de handicap ont également pris

part à la célébration, ajoutant une dimension humaine et inclusive à cette journée.



ERRATUM :

La rédaction vous prie de bien vouloir excuser la confusion survenue au niveau du nom de l'auteur de l'article intitulé " Fatima Beddar...symbole oublié des massacres du 17 octobre 1961" publié dans notre édition du lundi 20 octobre 2025 ..Il s'agissait de Boueche Sara et non de Imen.B

Merci de votre compréhension,